

thinkeducation & recherche! news tank[®]

4^E ÉDITION
12 & 13 FÉVRIER 2019

Réussir seul ou ensemble ? L'ESR français à l'épreuve du collectif

DAUPHINE | PSL
UNIVERSITÉ PARIS

YEARS

50

ANS

IS-DAUPHINE

International :

chasser en meute p. 9

Campus d'innovation :

quels enjeux ? p. 13

Rencontre :

Michel Edouard Leclerc
et Amélie de Montchalin p. 14

news tank
higher ed & research

édito



Gilbert Azoulay, Théo Haberbusch, Thierry de Teneuille,
directeurs associés News Tank higher ed and research

« Seul ou ensemble, l'ESR français à l'épreuve du collectif »

Ce thème, fil rouge des deux journées de Think Education et Recherche, est né durant l'été 2018. Souvenez-vous, à ce moment-là, une équipe de football devenait championne du monde en jouant sur la solidarité, la cohésion, la force du groupe. Des valeurs que nous avons eu envie d'appliquer à notre écosystème, celui des écoles, universités et organismes de recherche.

Avec l'aide d'un comité de pilotage et de nombreux partenaires, nous avons décliné l'enjeu du collectif pour imaginer un programme transversal fait de grands débats, de tables rondes concrètes et de rendez-vous avec des personnalités inspirantes.

Si faire ensemble n'est jamais simple dans le monde universitaire, il s'agit pourtant d'un impératif que tous nos intervenants ont souligné. Les périmètres, les alliances, les partenariats se constituent au gré des besoins et des projets. L'ESR se caractérise donc certainement par l'existence de collectifs multiples, tout à fait capables de faire ensemble et de créer des potentialités énormes. Mais c'est aussi un challenge pour les institutions et leurs dirigeants : donner un sens à la myriade d'initiatives, généraliser les bonnes pratiques, soutenir les innovateurs.

La reconfiguration des sites universitaires sous l'effet des nouvelles réformes, l'adoption de solutions technologiques, l'accélération de l'ouverture à l'international... autant de facteurs qui donneront, c'est sûr, à la notion d'équipe tout son sens dans les années à venir !

Enfin, soulignons la participation d'une quarantaine de femmes sur quelque 80 invités : toute notre équipe avait en effet placé la parité de nos plateaux parmi ses priorités. Objectif atteint ! La réussite de Think 2019 est aussi celle de ses intervenantes, dont la présence est le gage de visions et d'échanges renouvelés.



**Si faire ensemble
n'est jamais simple
dans le monde
universitaire, il
s'agit pourtant d'un
impératif que tous
nos intervenants
ont souligné**



sommaire

P. 2 • Édito

- L'ESR français à l'épreuve du collectif

P. 4 • Frédérique Vidal

- « Mettre en place un système redistributif pour les étudiants internationaux »

P. 5 • Le séminaire des communicants

P. 6-11 • Les grands débats

P. 12 • Conversations

- Intégrité scientifique et pédagogie

P. 13 • Duo

- Campus d'innovation

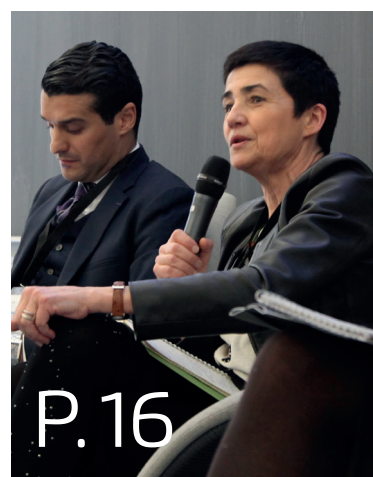
P. 14 • Grands témoins

P. 15 • Prix la Recherche :

- les 12 lauréats

P. 16-19 • Les tables rondes

P. 20 • Nos partenaires



Frédérique Vidal

ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

Mettre en place un système redistributif pour les étudiants internationaux

La ministre a ouvert les deux journées Think Education et Recherche 2019 par un dialogue avec la rédaction.

« Seul ou ensemble : l'ESR français à l'épreuve du collectif » est le thème de nos deux jours à l'Université Paris Dauphine. Comment vous abordez cet enjeu ?

On l'aborde par le projet, toujours. Un collectif se construit par la volonté des acteurs qui décident de porter ensemble un projet. Les établissements sont autonomes et en responsabilité : ce que nous avons souhaité faire, c'est leur donner les outils pour construire le collectif qu'ils souhaitent.

Sur quels champs le collectif fonctionne-t-il bien ? Et en quoi fonctionne-t-il moins bien ?

Nous avons des retours sur des projets collectifs sur la formation, avec la loi ORE ou sur la nouvelle façon de penser la licence, moins tubulaire qu'auparavant. Cela permet d'aller chercher, au travers d'associations entre différentes formations, différentes facultés au sein d'établissement, ou de différents établissements, des parcours plus innovants et qui correspondent aux attentes des étudiants et aux besoins de la société. De plus, il y a l'ordonnance qui permet aussi des formes nouvelles de coopération entre établissements. La loi Fioraso partait de cette intention, mais avec les cadres étaient trop rigides pour que chacun se sente bien à sa place dans la construction de ce collectif.

"Collectif" : c'est peut-être ce qui a manqué pour les droits d'inscription pour les étudiants étrangers. Y a-t-il un risque d'échec parce que les établissements ont eu l'impression de subir ?

Il faut avoir un discours de vérité. D'un côté, on a des établissements qui savent faire un accueil de qualité lorsqu'ils ont les moyens de le faire ; et de l'autre côté, des étudiants internationaux qui sont bien reçus - pour une partie seulement - seulement lorsqu'ils sont capables de payer des droits d'inscription parfois élevés.

La proposition qui a été faite, c'est que l'ensemble des diplômes, y compris les diplômes nationaux, soient tarifés de façon différente pour les étudiants internationaux, avec la mise en place d'un vrai système redistributif. Le système permettra notamment de donner des bourses. C'est un système beaucoup plus juste. Aujourd'hui, seuls ceux qui payent sont bien accueillis.

Une loi de programmation de la recherche et l'innovation a été annoncée par Édouard Philippe. En quoi peut-elle mieux faire collaborer les acteurs et clarifier le système ?

Le Premier ministre et l'ensemble du gouvernement sont convaincus de l'importance de la recherche pour penser le monde et la société de demain. C'est un sujet important : dans le grand public, on n'est plus tout à fait sûr que la connaissance apporte le progrès. Deuxième chose : la loi réaffirme que la recherche et la science ont besoin de temps et de visibilité. Et c'est très compliqué d'avoir, chaque année, au sein des organismes de recherche et au sein des universités, à repenser le financement en fonction de ce qui est prévu dans les lois de finances « classiques ».

Isabelle Huault, présidente de l'Université Paris-Dauphine

L'université Paris-Dauphine célèbre cette année ces 50 ans d'existence. Depuis sa création elle veut être un lieu d'accueil et de débat et nous accueillons chaque année 850 colloques. L'université a ainsi apporté naturellement tout son soutien à Think Education depuis sa création.

Le thème de cette année « Réussir seul ou ensemble ? » est au cœur des enjeux de nos établissements. Dans une compétition internationale accrue où l'attractivité est au cœur de nos enjeux organisationnels, scientifiques et pédagogiques, nous assistons à la montée en puissance d'alliances, à l'émergence de réseaux, de partenariats renforcés, ou encore de rapprochements entre écoles et universités... L'enjeu : être plus solides et influents à plusieurs. Mais ces évolutions posent aussi des questions qui sont au cœur de ces deux journées : diversité des statuts, modèles de gouvernance, transferts de compétences, coûts de transaction qu'il faut à l'évidence parvenir à minimiser, outils de gestion à développer...

Je me réjouis par ailleurs que News Tank ait mené un travail pour que les panels d'intervenants se féminisent. On ne peut que saluer que ces journées soient le reflet d'un peu plus de diversité et d'une meilleure représentation des femmes. Bienvenue à l'Université Paris-Dauphine !



Sensibiliser les communicants au rôle des étudiants-ambassadeurs

Le MENJ, le Mesri et la CPU organisaient, avec News Tank, la deuxième édition de la rencontre nationale des communicants des universités, des académies, des Crous, et des Espé lors de notre colloque à Dauphine.

Trois thèmes figuraient au programme avec les étudiants-ambassadeurs comme fil conducteur : la santé et le bien-être, la lutte contre les discriminations et l'orientation.

Clélia Morali, déléguée à la communication des ministères de l'éducation nationale et de l'Esri expose : « Notre objectif reste d'installer un rendez-vous annuel du réseau des communicants de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur pour favoriser le lien et les

échanges de bonnes pratiques entre eux. Avec la première édition du séminaire en 2018 autour de la communication de crise nous avons mesuré l'importance de travailler en réseau sur un même territoire pour gagner en efficacité. Il s'agit à présent de développer et renforcer notre réseau de communicants, aujourd'hui plus de 250 personnes à travers tout le territoire, avec un prochain rendez-vous et l'organisation d'ateliers territoriaux ».

« Nous sommes particulièrement sen-

sibles aux interventions des étudiants-ambassadeurs, qui sont de très bons communicants et dont l'engagement pour leur établissement s'inscrit dans un cercle vertueux », explique Johanne Ferry-Dély, directrice de la communication de la CPU. Et d'ajouter : « Les communicants ne sont pas forcément impliqués dans ces dispositifs. Or, la communication doit être de tous les sujets, à plus forte raison lorsqu'il s'agit de santé publique ou de discriminations ».

Trois thématiques, trois sites

L'Université de Bordeaux

lutte contre le harcèlement sexuel

« La cellule de veille sur le harcèlement sexuel doit être une structure repérée au sein de l'université, figurer dans le règlement intérieur et faire un compte-rendu annuel devant les instances de l'université. Dans les universités américaines, ces cellules sont extrêmement visibles », déclare Marion Paoletti, chargée de mission « Parité, égalité, diversité » à l'Université de Bordeaux, et membre de la CPED (Conférence permanente des chargées de mission égalité et diversité) de l'enseignement supérieur.

Université de Clermont : l'enjeu santé et bien être

« L'université doit mettre en place une politique de santé et la promouvoir », déclare Laurent Gerbaud, directeur du centre de santé universitaire de Clermont et président de l'association des directeurs de Sumpps (Service universitaire de médecine préventive et de promotion de la santé). « Les universités ont beaucoup de difficultés à communiquer sur la santé et le bien-être. Nous n'avons pas d'orchestre et pas d'équipes qui gagnent des tournois, il est vrai. La santé n'est évoquée que dans des situations de crise où l'émotion prend le dessus. Or, les actions de santé à l'université sont aussi positives. Nous pouvons vacciner gratuitement par exemple. C'est à valoriser auprès des étudiants internationaux, entre autres, pour qui le coût des soins peut être important dans leur pays d'origine. Les universités peuvent proposer des soins de premiers secours gratuits. »

Université Bretagne Sud : des étudiants-ambassadeurs sur Parcoursup

« La mise en place d'ambassadeurs étudiants sur Parcoursup, l'une des nouveautés décidées par le Mesri en 2019 va entrer dans les mœurs », selon Xavier Tripoteau, vice-président formation et vie universitaire de l'Université Bretagne Sud. « Nous avons été assez coercitifs côté universités : les filières ne pouvaient pas paramétrer leurs formations si elles n'avaient pas renseigné un mail d'un étudiant ambassadeur ». Et pour ce qui est des étudiants, « nous avons opté pour une période déterminée, pendant laquelle ils s'engagent à répondre (deux semaines ouvrables). Sur le site Parcoursup, figure donc la période de disponibilité des étudiants. »

Seul ou ensemble ? L'ESRI : de la compétition à la « coopétition »



David Alis, Anne-Lucie Wack, Alain Fuchs, Christine Musselin, Eric Labaye, Audrey Steeves

Retour sur ce rendez-vous consacré aux nouvelles modalités de coopération entre établissements, au point de vue national et international.

« Dans le cas de la France, il y a une mise en coopération souvent contrainte, c'est d'ailleurs une spécificité de notre pays », déclare Christine Musselin, sociologue au CSO (CNRS, Sciences Po). Il est très difficile de proposer un projet seul et presque impossible d'obtenir une IDEX si plusieurs établissements ne le portent pas. Mais cette mise en compétition est également une forme de coopération ».

Au sujet de la collaboration, David Alis, président de l'Université de Rennes 1 cite ainsi l'ordonnance sur les regroupements : « Elle représente un nou-

veau monde : pour la première fois, l'idée est de partir des projets pour proposer et inventer de nouveaux modes d'intégration, c'est une excellente nouvelle ! ». Pour Alain Fuchs, président d'Université PSL, tout est question d'échelle. « Au niveau national, nous estimons qu'il est primordial d'être le premier du classement et nous pratiquons depuis très longtemps la compétition entre établissements. C'est un peu comme le rugby : on considère que l'important est de gagner contre le village voisin, voire d'être champion de France. Mais quand on joue en Angleterre, on

s'aperçoit que c'est là qu'est la vraie compétition. Je pense qu'on va, aujourd'hui, vers davantage de compétition, à l'échelle internationale ».

Eric Labaye, président de Polytechnique, estime quant à lui, que la France se situe à mi-chemin : « C'est assez équilibré entre coopération et compétition, c'est pour cette raison que l'expression "coopétition" me va très bien. Le monde de l'ESR est en pleine coopération aujourd'hui au niveau mondial : il y a de la compétition avec les plus grandes universités mondiales, mais aussi de la collaboration avec celles-ci et avec des établissements français. »

Deux regroupements en évolution : Saclay et l'Université Bretagne Loire

L'émergence de l'Institut polytechnique de Paris

Selon Eric Labaye, président de Polytechnique et artisan de la mise en œuvre de l'Institut polytechnique de Paris, il y a « deux éléments clés à prendre en compte : la performance et la compétitivité. Est-ce que nous sommes capables d'attirer les meilleurs chercheurs et les meilleurs laboratoires ? Depuis 15 ans, le site de Saclay est le lieu de projets de collaborations diverses. À un moment, il s'agissait du regroupement ParisTech, celui-ci a été arrêté pour Paris-Saclay. On disait alors que "mettre 19 établissements ensemble était mieux que d'en rassembler une dizaine". Cela pose la question suivante : est-ce qu'une logique territoriale est meilleure qu'une logique de projet ? Le projet commun est, pour moi, le plus important. »

La fin de la Comue Université Bretagne Loire

Créée en 2016, elle rassemble sept universités, 15 écoles et trois organismes de recherche. « L'idée était de faire émerger un espace de coopération et d'échange dans le contexte des appels à projets pour construire une université de rang mondial. Avec ce collectif, nous avons candidaté trois fois. Le verdict du jury a été clair : "Dans ce périmètre, vous avez de l'excellence. Mais c'est un réseau, pas une université". C'est une invitation à construire différemment, ce que l'on fait aujourd'hui avec des établissements et les écoles », indique David Alis, président de l'Université Rennes 1.



Lobbying : quand les universitaires français défendent leurs intérêts

Comment les institutions de l'ESR font-elles entendre leur voix auprès des acteurs politiques, en France mais également en Europe ? Extraits.

« C'est vrai que l'on court après les projets de loi : il y en a cinq en parallèle, en ce moment. La Cdefi n'a pas assez de permanents pour travailler seule sur ces sujets. Un cabinet nous accompagne sur ces questions-là et nous aide à rédiger ces amendements. Et cela nous a permis d'avancer. En ce moment, cela nous aide sur la loi Pacte : on avance, nous Cdefi, avec la CPU et le CNRS. On se concerta », déclare Marc Renner, alors directeur de l'Insa Strasbourg et président de la Cdefi'.

Autre exemple discuté : la loi « Choisir son avenir professionnel » qui prévoit notamment une réforme de l'apprentissage. Le président de la Cdefi note que « les écoles ont eu une forme de lobbying assez importante », notamment par « des points presse sur des aspects souvent très techniques, pour

expliquer au grand public ce qui allait réellement se passer ». Mais, constate-t-il, « nous avons eu un blocage au ministère du travail, où l'on n'avait pas vraiment notre point d'entrée. Malgré les liens forts entre notre ministère de tutelle, le Mesri, et le ministère du travail, on a senti que c'était l'affaire du ministère du travail. »

Résultat, la CPU, la CGE et la Cdefi ne sont pas représentées au conseil d'administration de France compétences, le nouvel organisme créé par cette loi. « C'est un échec, nous n'avons pas réussi à avancer assez vite », dit Marc Renner.

Pour Patrick Lévy, président de l'Université Grenoble Alpes, nouveau président du comité Europe de la CPU et élu au board de l'EUA (Association européenne des universités), la difficulté de l'ESR français tient au fait que les établissements marchent « en

ordre dispersé » : « Nous avons du mal à avoir un discours cohérent entre organismes de recherche et universités. Il y a une forme de dispersion. » Ce frein existe au niveau européen : « L'EUA a une difficulté pour être un interlocuteur puissant, permanent proactif avec la Commission, parce qu'il y a d'autres acteurs comme la Leru, la Guild... Il faudrait que les universités jouent groupées. » Il note que les établissements français sont « peu présents » dans les instances européennes : « À l'EUA, mes interlocuteurs disent qu'ils ne voient pas beaucoup les Français. Parfois, des réunions de 500 personnes ne comptent que deux Français. Il ne faut pas nous étonner de ne pas être présents dans les comités d'experts ou pour faire les feuilles de route des différents éléments du programme cadre. »



Au niveau européen

Le regard de Karl Stoeckel, représentant à Bruxelles d'Aix-Marseille Université.

Karl Stoeckel note qu'à ce jour, son établissement est toujours le seul français à posséder une représentation en propre. « Avec la CPU, nous réfléchissons à la mise en place d'une coordination de l'ensemble des représentations des universités, afin de peser sur certains sujets ». Cette question du lobbying est en lien, selon lui, avec le rôle qu'a voulu assigner l'État aux universités. « Le prolongement de l'autonomie des universités, c'est peut-être aussi de se représenter au niveau international. L'Idex, par exemple, est une injonction à ce que les universités soient attractives à l'international » Autre atout de la présence à Bruxelles : montrer que la recherche française se trouve également dans les universités, et non pas seulement dans les organismes de recherche, plus actifs dans la capitale européenne.

Karl Stoeckel évoque aussi l'« information grise » : celle « que l'on ne peut pas avoir, en ne venant que deux ou trois jours à Bruxelles. C'est celle que l'on a en prenant un café avec la responsable de l'unité qui va écrire les appels à propositions pour les "digital innovation hubs" et qui permet de se positionner plus facilement. Dans le nord de l'Europe, le lobbying est allé très loin. Ils ne font pas simplement connaître leur système de recherche et de formation, ils répondent aussi concrètement, par des innovations pluridisciplinaires ou des projets collaboratifs, aux défis sociétaux identifiés dans Horizon 2020 et Horizon Europe. »

De gauche à droite
et de haut en bas :
Jean-Richard
Cytermann, Ronan
Stephan, Isabelle
Barth, Valérie Gibert,
Dorothee Berthomieu



Rémunérer des « talents » : la fin d'un tabou ?



C'est un sujet sensible et mais qui concerne de plus en plus d'établissements, grandes écoles, universités ou organismes de recherche : la différenciation des rémunérations faisait l'objet d'un débat de Think 2019.

Fin août 2018, le P-DG du CNRS déclarait devant les vice-présidents recherche des universités : « Dans notre pays, on ne s'est pas donné les moyens pour attirer et garder les stars ». Des propos que Jean-Richard Cytermann, chef de l'Igaenr commente en affirmant que cette assertion « marque un peu la fin d'un tabou, avec l'idée qu'il faut créer un véritable régime indemnitaire pour les enseignants-chercheurs. La dernière tentative de différenciation remontait aux années 1980 ». Ronan Stephan, président du conseil d'orientation stratégique de l'Université de Lyon et directeur scientifique de Plastic Omnium, voit pourtant dans la star un pôle d'attraction et des qualités d'explorateur. « C'est quelqu'un qui va incarner l'organisation, la rendre attractive, et avec qui on aura envie de travailler. C'est quelqu'un de connu et reconnu, notamment parce qu'il agit comme un scénariste des voies possibles et sait ouvrir de nouvelles voies ».

Pour Isabelle Barth, directrice générale d'Inseec School of Business and Economics, « quand on décide de payer une personne dix fois plus, c'est

un choix d'établissement. Tout l'enjeu consiste en la cohérence entre la stratégie de l'établissement et l'allocation des ressources financières. Est-ce qu'on le fait pour les enseignants, afin de créer un effet d'entraînement ? Pour les étudiants, afin de créer de l'expérience ? Pour le grand public avec quelqu'un qui passe à la télé et porte la marque ? »

Se pose aussi la question des outils à disposition. Valérie Gibert, DGS de l'Université de Rouen Normandie, et vice-présidente de l'ADGS, estime qu'ils sont nombreux. « On a les contrats LRU, le système d'intéressement, la tenure track, les fondations partenariales, les primes sur contrat, les ERC, les chaires, etc. Au-delà de la nécessaire simplification de ce paysage, il faut libérer les énergies pour les mettre en œuvre. Cela demande aussi un dialogue et une acceptabilité sociale ».

Mais au fond, la France est-elle en mesure d'attirer des talents ? Pour Dorothee Berthomieu, les indicateurs sont dans le rouge. « Si on prend le pourcentage de PIB que la France consacre à la recherche, on voit bien qu'on décroche depuis plusieurs

années. La France est au-dessous de la moyenne des pays de l'OCDE, à la 13^e place ». Un sous-investissement qui a des conséquences : « Nos voisins européens proposent des salaires deux fois supérieurs, comme en Allemagne, voir plus si on va au Royaume-Uni ou en Suisse. Résultat : chez nous, on assiste depuis quelques années à une baisse des candidatures dans la recherche publique », ajoute-t-elle.



Quand on décide de payer une personne dix fois plus, c'est un choix d'établissement

ISABELLE BARTH
directrice générale
d'Inseec School of Business
and Economics





Chasser en meute à l'international

Alain Beretz, Davis Alis, Sean Hand, Maria Gravari-Barbas

Et si le développement hors de nos frontières passait également par des accords entre institutions sur la base d'un projet commun ? Éléments de réponse lors de notre débat intitulé « International : les nouveaux moyens de "chasser en meute" ».

L'appel à projets pour les universités européennes « a rencontré un énorme succès », souligne Maria Gravari-Barbas, professeure des universités et VP relations internationales de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Paris 1 porte le projet « Una Europa » avec la Freie Universität Berlin (Allemagne), l'Alma mater studiorum Università di Bologna (Italie), l'Uniwersytet Jagiellonski Krakow (Pologne) et l'Universidad Complutense de Madrid (Espagne). « Nous voyons très bien que ce n'est pas pour l'argent que l'on se positionne, car celui mis sur la table par la Commission européenne est honorable mais ne permettra pas de "faire" ces universités. S'il y a cette volonté, c'est qu'il y a véritablement cette envie de faire autre chose, c'est-à-dire de construire une université européenne dans le sens profond », poursuit-elle. « Nous

ne sommes pas que dans une logique d'alliance, mais vraiment de transformation plus importante de nos institutions. Je trouve cela formidable, parfois cela nous fait violence, mais c'est une violence salutaire ».

De son côté, Alain Beretz, chargé d'une mission sur les universités européennes par le Premier ministre, va dans le même sens : « Il n'y a rien à gagner financièrement. Quelques centaines de milliers d'euros par an, par université, par rapport aux enjeux, c'est "peanuts". Mais le succès est phénoménal. Il y a des gens qui ont envie, pour des raisons diverses, de travailler ensemble ».

« Ce sont des universités qui s'engagent de manière stratégique sur les enjeux de recherche, de formations, d'innovation, et qui vont se transformer ensemble. Pour moi c'est assez nouveau », commente David Alis, pré-

sident de l'Université Rennes 1, engagée dans l'alliance Educ (European Digital UniverCity), aux côtés de Paris-Nanterre, Potsdam (Allemagne), Cagliari (Italie), Masaryk (République tchèque) et Pécs (Hongrie). « J'ai toujours pensé que l'international était un moyen d'émancipation, de modernisation, lorsque les personnels d'accueil sont impliqués, lorsque les professeurs partent à l'étranger. C'est un formidable levier de modernisation, de transformation ».

Sean Hand, deputy pro-vice-chancellor de University of Warwick, est revenu quant à lui sur le Brexit. « Ce n'est pas forcément un désastre économique pour les grandes universités britanniques. Nous sommes déjà très internationalisées et à l'Université de Warwick, nous souhaitons maintenir les liens que nous avons en Europe et dans le monde. »

Rennes 1 et l'Université franco-géorgienne

« Nous travaillons actuellement sur un projet d'université franco-géorgienne. L'ambassadeur nous a sollicités pour ce projet et d'emblée il nous a fallu avoir une notion de taille critique, de masse. Ce projet est monté avec l'Insa de Rennes et l'Université Paris 8, qui a déjà des implantations dans ce pays. C'est là, où la question de la meute est importante. » David Alis estime aussi que l'ancrage local peut et doit nourrir les alliances internationales : « On embarque des entreprises également pour le partenariat avec la Géorgie. Nous y sommes avec Lactalis, avec Klaxoon. Nous souhaitons capitaliser nos forces pour rayonner. »

Paris 1 avec Columbia, Polytechnique et Sciences Po

« Nous avons un projet d'alliance fondé il y a plus de 15 ans avec l'Université de Columbia, l'École polytechnique et Sciences Po Paris. Pendant plusieurs années, ce projet a donné la possibilité à nos trois établissements français de mettre en place tout un ensemble de projets, plutôt de façon bilatérale avec Columbia, mais nous arrivons aujourd'hui à envisager des projets multilatéraux entre l'ensemble des quatre partenaires. À Paris 1, cela nous a apporté énormément de choses, et notamment une ouverture vers l'espace nord-américain. Dans ce cas-là, on pourrait parler de chasser, car nous n'aurions pas forcément pu avoir accès à certaines fondations en tant qu'université française. »

Les nouvelles voies de coopération scientifique

Beaucoup d'outils existent pour faire collaborer entreprises, labos, chercheurs voire la société civile, mais leur visibilité reste complexe.



Patrick Ferran, Sophie Cluet, Théodore Hervieux, Jean-Luc Beylat, Eric Papin, François Houllier.

« En France, l'interaction public/privé est encore pauvre en volume et doit s'améliorer pour faciliter le passage d'un monde à l'autre. Tout le monde est disrupté aujourd'hui. Les modèles économiques font que les grands groupes doivent innover rapidement dans des domaines qui ne sont pas forcément dans leur spectre. Ils doivent ainsi se connecter rapidement à leur environnement. Les dynamiques d'innovation sont aujourd'hui hyper rapides », commente Jean-Luc Beylat, président de Nokia Bell Labs France. Sophie Cluet, directrice recherche et innovation de Sorbonne Université, mise de son côté sur « la promotion des dispositifs existants pour faciliter les collaborations entre partenaires publics et

privés » et défend une vision « d'une recherche ouverte sur la société et les entreprises depuis 20 ans au sein de Sorbonne Université. » Patrick Ferran, coprésident de Nine-Sigma, constate « une volonté très forte des grands groupes de s'ouvrir, mais un peu dans un mouvement de panique, sans savoir comment s'y prendre pour accélérer leur innovation ». Toutefois, selon Eric Papin, directeur de l'innovation de Naval Group, qui « promeut » les laboratoires communs, le secret des laboratoires tend à s'estomper pour pratiquer une open innovation, jugée plus efficace. Pour autant, côté entreprise ou côté académique, le chemin n'est pas évident. « Nous avons tout d'abord participé à

des chaires. Les académiques apprécient, mais les résultats ne sont pas suffisamment orientés vers nos problématiques ». François Houllier, P-DG d'Ifremer, estime que l'open innovation « n'est pas une mode mais une nécessité pour nous ». Et d'ajouter : « les enjeux majeurs sur l'observation de l'état des océans de manière générale et la nécessité d'ouvrir les données générées par la recherche publique pour créer de nouveaux services et de nouvelles applications. Les innovations doivent embarquer largement, pas que la technologie, mais aussi les territoires et la société civile afin de pouvoir changer d'échelle ».



Quatre piliers nécessaires à l'innovation

Jean-Luc Beylat donne sa vision de l'innovation :

- 1 • Finance : « Un point qui reste compliqué en France et en Europe, au regard de l'avancement de la Chine ou des Etats-Unis en la matière, bien que Bpifrance apporte des progrès significatifs dans le financement de l'innovation »
- 2 • Culture entrepreneuriale : « Depuis une quinzaine d'années, la France progresse et de plus en plus d'étudiants et de chercheurs envisagent la création d'entreprise »
- 3 • Compétences : « Elles sont disponibles en France et d'excellente qualité ; le pays a une réelle carte à jouer au niveau mondial dans le domaine des compétences »
- 4 • Ecosystème : « Il le faut diversifié, puissant et riche pour se projeter et se structurer. Grâce notamment aux pôles de compétitivité, la France a construit des écosystèmes favorables. L'enjeu de la phase IV réside dans l'atteinte de taille critique au niveau de l'Europe ».



Olivier Faron, Yves Grandmontagne, , Florence Dufour, Anne Zuccarelli, Marc Drillech

La place de l'étudiant, entre consommateur et acteur

On parle volontiers de l'expérience étudiante pour évoquer le recentrage de notre système vers le « client » ou l' « usager », à savoir le jeune qui suit une formation. Entre exigences académiques et transformation du système, comment les institutions réagissent-elles ?

« Quand j'ai créé la direction de l'expérience étudiante à l'Edhec, j'ai décidé d'engager une évaluation de l'établissement par des questionnaires à destination des étudiants. Depuis trois ans, j'ai étudié l'ensemble des verbatims. Grâce à ça, j'ai compris les frustrations, les attentes et ce sur quoi nous pouvions travailler ensemble », indique Anne Zuccarelli, directrice du département expérience étudiante et opérations à l'Edhec Business School.

Ce à quoi Olivier Faron, administrateur du Cnam, ajoute : « L'idée d'associer les étudiants à une démarche de qualité implique que l'on devrait attendre un retour de notre public. Je rappelle que l'évaluation des enseignants avait été annoncée par François Bayrou en 1995. Cette évaluation, a des marges de progression à faire, dans l'enseignement public on a un peu contourné cette façon de faire. En même temps, je crois que beaucoup d'enseignants de ce pays ont un rap-

port avec leurs étudiants qui fait qu'il y a un certain nombre d'échanges très positifs qui permettent la compréhension. De même, la création de vice-présidents étudiants dans les conseils d'administration des universités, c'est une avancée extrêmement forte. »

Il observe également une évolution de la place de l'étudiant, mais qui lui semble corrélée à l'évolution de la société : « On est tous un peu plus consommateurs ». Néanmoins, il émet des réserves sur le terme « client ». « Il y a effectivement une forme de transaction, mais il s'agit d'un bien extrêmement précieux : les connaissances et les compétences ». Selon lui, la relation n'est pas uniquement marchande, il s'agit surtout d'une « responsabilité par rapport aux étudiants afin de les accompagner vers leur réussite, ce qui dépasse le simple cadre d'une transaction ».

Marc Drillech (Ionis) estime quant à lui qu'il ne s'agit pas simplement d'être

des « dealers de connaissances », mais bien de « former des individus, détecter chez eux des capacités, et finalement aller au-delà des connaissances et des compétences ». Il évoque aussi un « establishment » qui empêche l'innovation : « Comment voulez-vous innover si l'ensemble du système ne fait qu'exiger le respect de la norme ? Dans un monde qui justement n'a jamais autant changé, il y a un besoin de réfléchir à notre capacité à vivre avec le hors-norme », interroge-t-il.

Pour d'autres, comme Florence Dufour, directrice de l'École de biologie industrielle, les étudiants ne sont pas que consommateurs, mais également « producteurs » puisqu'ils contribuent notamment par le biais de leurs associations.



Dans un monde qui justement n'a jamais autant changé, il y a un besoin de réfléchir à notre capacité à vivre avec le hors-norme

MARC DRILLECH
Ionis



Comment l'École de biologie industrielle a revu son évaluation

- De 1992 à 1999, l'école a mis au point sa méthode pour évaluer le corps professoral. L'évaluation est basée sur des questionnaires à destination des étudiants, les résultats sont analysés selon des méthodes d'occurrence sémantique et permettent de dégager des points forts et des points de consolidation.
- En 2010, la totalité du périmètre de l'école (recherche, enseignement, formation continue) a reçu une certification ISO pour attester de la qualité. Cette certification a mis en évidence le besoin de disposer d'évaluations sur l'activité administrative. Une enquête annuelle a été mise en place (services pédagogiques, accueil, gardiennage, propreté, animation ou vie associative).



Joëlle Alnot, directrice de l'Ofis, revient sur l'émergence de cette problématique au sein de la communauté scientifique.

« Pour une politique vraiment affirmée en matière d'intégrité scientifique »

Pourquoi a-t-il fallu créer un Office français de l'intégrité scientifique, département du Hcéres ?

L'Ofis est une structure très jeune qui a été créée en 2017 et est opérationnelle depuis 2018. Elle s'inscrit à la suite directe du rapport du professeur Pierre Corvol, remis en 2016, dont la conclusion recommandait, entre autres, la création d'une structure transversale, l'Office français de l'intégrité scientifique. Ce rapport soulignait la nécessité d'une politique vraiment affirmée en matière d'intégrité scientifique.

Trois « affaires » d'intégrité scientifique ébranlent actuellement la recherche française. N'y a-t-il pas des leçons à tirer de la manière dont elles ont été traitées ?

L'office analyse ces situations particulières. Pour analyser, on a besoin d'être à bonne distance de l'éprouvé émotionnel, médiatique et donc ne pas réagir dans l'instant T

d'une part. Et pour compliquer les choses on peut aussi peut-être poser la question de la réhabilitation des chercheurs. Il y a très peu d'études qui portent sur cette question, j'ai trouvé un ou deux articles qui nous viennent des États-Unis. C'est vraiment un sujet sensible qui demande à être approfondi.

Dans les sujets hautement sensibles en lien avec les questions de fraude scientifique, il y a aussi la question de l'anonymat des chercheurs qui dénoncent.

Mon avis, et je sais que cela ne fait pas consensus, est que la dénonciation reste un acte, on est responsable de ses actes. Donc on devrait ne pas avoir besoin dans une société démocratique, de se cacher derrière le masque de l'anonymat. Sur cette question, je suis davantage favorable à une confidentialité de l'identité, pendant tout le temps que va durer la procédure.

« La collaboration est l'essence même de notre métier d'enseignant »

Christelle Lison, experte internationale revient sur les tendances en matière de pédagogie.

Alors qu'on peut encore avoir cette image de l'enseignant seul dans son amphi, selon vous, l'ESR est par essence le lieu du collectif...

C'est intéressant de penser que la vie de l'enseignant se déroule dans son bureau alors qu'en réalité la vie se déroule totalement ailleurs. Le collectif, pour un enseignant-chercheur, ça veut dire, travailler avec des collègues administratifs, d'autres qui sont aux inscriptions, à la planification, etc. Cela veut dire aussi que l'on forme des étudiants qui ne sont pas juste des individus, mais qui forment un espace collectif.

Est-ce que les enseignants collaborent parce qu'ils ont une âme d'innovateur ? Est-ce une question de posture, de regard qui change sur son métier ?

La question de la posture prend beaucoup d'importance. J'ai échangé avec des enseignants qui arrivaient en fin de parcours, et plusieurs disaient : « Je suis content de quitter l'université parce que ce n'est plus

ce que c'était ». C'est vrai qu'auparavant on faisait les choses de manière plus individuelle, on faisait de la recherche individuellement, on enseignait individuellement.

Il y a une contradiction à dépasser : on encourage les enseignants à innover mais lorsque vient le moment de la reconnaissance, on est évalué sur sa pratique individuelle et souvent plus sur la recherche que l'enseignement.

Un mouvement est en train de se mettre en place, mais pour changer, cela doit aussi partir de la base : c'est une rencontre entre ce que le ministère peut mettre en avant et ce que nous sommes capables d'offrir. Nos collègues suisses par exemple valorisent énormément la pédagogie dans la carrière. Je pense que nous assistons à une phase de transformation, on se dirige vers des moments où les évaluations au sein des établissements prennent aussi en compte l'importance de l'équipe pédagogique, d'une approche programme, ou encore de reconnaissance de projets qui vont être financés.

Justement, sur la question du numérique, des edtechs, de plus en plus de solutions sont disponibles : est-ce que ce sont des

outils incontournables pour les enseignants qui veulent innover ?

C'est sûr qu'un cours à la bougie ça peut être sexy, mais c'est beaucoup moins pratique, surtout quand tu as un power point ! Il ne faut pas voir le numérique comme un plus en lui-même, mais plutôt, qu'est-ce qui fait en sorte que je vais avoir une valeur ajoutée en l'utilisant ?



Christelle Lison, professeure en pédagogie à l'Université de Sherbrooke (Canada)

Campus d'innovation : regards croisés



« Responsabiliser les acteurs »

« Je crois beaucoup à la responsabilisation des acteurs. La surréglementation, on a beaucoup donné dans ce registre et ce n'est pas un sens qui marche. Néanmoins, et notamment en réformant le mandataire unique, on augmente un tout petit peu la pression, pour expliquer que, réellement, ce combat est important ; que perdre trois ans en négociations, ça n'a pas de sens. Mais après, on laisse de la place aux acteurs pour s'organiser, parce que ce sont eux qui savent, qui maîtrisent la complexité du système. Et parce qu'on ne peut pas non plus prévoir tous les cas dans la loi. Il y a certains cas qui sont complexes, qui resteront complexes, donc il faut qu'on laisse la possibilité aux acteurs dans ces cas-là de discuter et de prendre le temps nécessaire. Mais cela doit rester des exceptions. »

David Cavailloès

Conseiller budgétaire, industrie et spatial, de Frédérique Vidal

Pour maintenir les start-up créées au sein du campus

« A Paris Saclay, on découvre souvent la start-up une fois qu'elle est lancée. Et souvent, l'entrepreneur va aller dans un autre écosystème parce qu'il n'a pas la possibilité de se développer en son sein », selon Sandra Oucher. Il faut donc des « mesures très concrètes » pour répondre à ce problème. « La mise à disposition de locaux pour entrer en phase de développement, voire en phase de préindustrialisation ». Et d'ajouter : « Il y a un gros travail à faire en matière d'aménagement du territoire » : « il faut pouvoir être au sein d'un campus où il fait bon vivre. C'est très important d'envisager que ce campus n'est pas seulement

un lieu de vie où il faut pouvoir se loger, mais également un ensemble d'infrastructures sportives, culturelles, de lieux de vie décloisonnés qui permettent justement à tous ces acteurs de se rencontrer et de développer ensemble de nouveaux projets. Pour cela, effectivement, un certain nombre d'éléments doivent être encore développés. » « Il faut que les différents acteurs, universitaires, économiques, puissent ensemble développer une stratégie d'attractivité [des] fonds de capital-risque (...), si on veut effectivement faire en sorte que ces start-up deviennent des entreprises à forte valeur. »



Sandra Oucher

Vice-présidente étudiante de l'Université Paris-Saclay

Doctorat, formation, recherche : l'entrepreneur et la députée



Michel-Edouard Leclerc

Président-directeur général d'E. Leclerc et président de Neoma Business School

« Je suis docteur en économie après avoir fait des études de lettres et de philosophie. Cette formation, ce "capital lettres", m'a donné un regard sur mon métier, une distance, qui m'a été très profitable. J'ai été un peu journaliste, chargé de TD à Paris 1 Panthéon-Sorbonne, puis je suis entré dans l'économie concrète. Avoir ces références, cela m'a donné une grosse aération ». Au sujet de nos institutions, Michel-Edouard Leclerc précise : « On a de très belles universités, avec des étudiants superbement formés, que ce soit en droit, économie, médecine : elles

sont à la hauteur de la réputation des grandes universités internationales. Avec le peu de moyens qu'ont certaines universités, elles sont hyper attractives ».

« Je suis très positif sur la qualité des universités, on parle moins des IUT, mais la qualité de la formation y est incroyable. C'est aussi à l'entreprise de revenir vers le système d'enseignement. Les écoles peuvent jouer un rôle. Notre projet à Neoma, c'est que l'école, avec l'université, crée le lien avec les entreprises des territoires de Reims et de Neoma pour répondre à leurs besoins. »

« L'enjeu c'est que les meilleurs étudiants contribuent à notre recherche. Pour cela, il faut qu'on leur offre des débouchés variés et intéressants après le doctorat, qui ne doit pas être vécu comme une filière d'attente. Que des grands patrons puissent montrer qu'un doctorat ne conduit pas forcément à faire de la recherche pendant 40 ans et a, en soi, un apport professionnel, c'est très positif ».

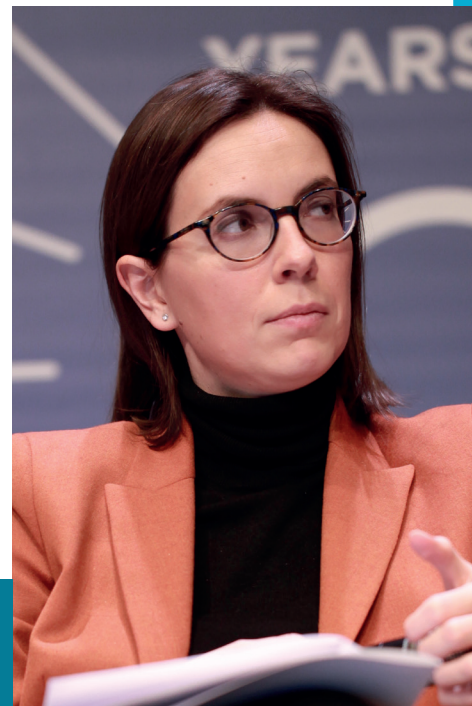
Évoquant ses priorités comme députée, Amélie de Montchalin souhaite qu'un docteur « trouve un emploi, si possible mieux payé que sans doctorat, et qu'il ne soit pas pénalisé dans une grande entreprise par rapport à ses collègues qui se sont arrêtés trois ans avant ». « Il y a de moins en moins de cadres dans les états-majors des grands groupes mondiaux, parce qu'ils ne sont pas docteurs. Il

ya un combat culturel à mener ».

« Tout ce qu'on peut mettre en commun pour attirer des talents demande effectivement qu'on se rassemble », estime Amélie de Montchalin. « Que l'Université Paris-Saclay et l'Institut polytechnique de Paris se fassent un peu de compétition, je n'y vois pas d'inconvénient. Mais ce qui m'intéresse, c'est qu'ils puissent, autour de grands projets fédérateurs, aller chercher des financements communs, faire venir des entreprises, avoir des laboratoires communs et des infrastructures de recherche. Cela va se passer, cela se passe déjà. »

Amélie de Montchalin

députée de la 6^e circonscription de l'Essonne, secrétaire d'État chargée des Affaires européennes (mars 2019)



Prix du magazine La Recherche

11 publications et un coup de cœur
récompensés à Think 2019



La 14^e édition du Prix La Recherche, en partenariat avec News Tank,
a récompensé douze publications de chercheurs, représentant onze disciplines.



L'ensemble des lauréats du Prix La Recherche

Des chercheurs et chercheuses de l'Observatoire de Paris, de l'ENS, du CEA, du CNRS et de Sorbonne Université sont récompensés par l'un des prix du magazine La Recherche en 2019. Des scientifiques de l'AP-HP, de l'IRD ou encore d'Inria font également partie des lauréats.

Chaque année, depuis quinze ans, un comité d'experts et un jury sélectionnent des travaux marquants de la recherche francophone.

Au total en 2019, 11 publications sont récompensées parmi 80 articles examinés par le jury, réuni par La Recherche et présidé par Jean Jouzel, climatologue et glaciologue, directeur de recherche émérite au CEA. Un prix coup de cœur a également été remis.

Liste des 12 publications primées

Archéologie

Les papyrus de la mer rouge (journal de Merer) - Pierre Tallet, in IFAO - colloque « Riverine Harbours », 18 septembre 2018.

Reçoit le prix : Pierre Tallet, Sorbonne Université

Astrophysique

Rougeissement gravitationnel près du trou noir du centre galactique - Collaboration Gravity, Astronomy & Astrophysics, 615, L15, 2018.

Reçoit le prix : Guy Perrin, Observatoire de Paris

Biologie

Un nouveau mécanisme fondamental sur des cellules du cerveau - Adel Al Jord et al., Science, doi : 10.1126/science.aan8311, 2017.

Reçoit le prix : Alice Meunier, Institut de biologie de l'ENS

Chimie

La chimie « 2 en 1 » à l'assaut du vivant - Sabrina Bernard et al., Angewandte Chemie, doi : 10.1002/ange.2017.08790, 2017.

Reçoit le prix : Frédéric Taran, CEA

Environnement

Comment les loups ont recolonisé la France ? - Julie Louvrier et al., ECOGRAPHY, 41, 647, 2018.

Reçoit le prix : Julie Louvrier, Institut Leibniz (Berlin)

Mathématiques

Controlabilité de l'équation de Navier-Stokes - Jean-Michel Coron et al., Proceedings of the RIMS conference, Volume 2058, p. 162, 2018.

Reçoit le prix : Frédéric Marbach, IRMAR, Université de Rennes 1

Neurosciences

Les interactions sociales

modulent l'individualité des souris - Nicolas Torquet et al., Nature Communications, doi : 10.1038/s41467-018-05526-5, 2018.

Reçoivent le prix : Philippe Faure et Nicolas Torquet, Neurosciences Paris Seine

Physique

Des membranes très extensibles - Paul Grandgeorge et al., Science, 360, 296, 2018.

Reçoit le prix : Arnaud Antkowiack, Sorbonne Université

Santé/Médecine

Greffes de cellules sur la rétine pour restaurer la vision - Karim Ben M'Barek et al., Science translational medicine, 9, eaai7471, 2017.

Reçoit le prix : Christelle Monville, Istem

Sciences de l'information

Tous les calculs sont réalisables à l'aide de

réactions chimiques - François Fages et al., in Proc. of the fifteen int. conf. on Comp. Meth. in Systems Biology, 2017

Reçoit le prix : François Fages, INRIA

Technologie

Des ultrasons pour traiter l'hypertension rénale - Michel Azizi et al., The Lancet, 391, 2335, 2018.

Reçoit le prix : Michel Azizi, AP-HP

Coup de cœur

Comment nos cancers peuvent se transmettre aux animaux sauvages - Mathieu Giraudeau et al., Nature Ecology & Evolution, doi : 10.1038/s41559-018-0558-7, 2018.

Reçoivent le prix : Mathieu Giraudeau et Frédéric Thomas, Mivegec Montpellier

[TABLES RONDES]

De nouveaux espaces pour travailler ensemble



- Valérie Claude-Gaillard, directrice, Audencia innovation
- Ghislain Auclair, créateur et chef de projet réseau Fab Lab de l'Unistra
- Antoinette Bouziane, directrice du service Sapiens USPC
- Simon Oliveau, customer success manager, Klaxoon

Intelligence artificielle : quel plan pour être leaders ?



- Isabelle Ryl, porteur du projet 3IA Prairie, Inria
- David Sadek, vice-président recherche, technologie et innovation chez Thalès
- Bruno Bouchard, vice-président du Conseil Scientifique en charge de la recherche, Université Paris-Dauphine
- Christophe Shaw, directeur recherche et développement chez Microsoft

La valorisation de la recherche « ubérisée » ?



- Sophie Hue, co-fondatrice de Labtoo
- Pierre Le Blainvaux, président de TechnoFounders
- Sophie Jullian, présidente de la Satt Pulsalys
- Bernard Lledos, directeur développement startups du Groupe Air Liquide

Orienter, sélectionner : les nouvelles règles du jeu



- **Julie Joly**, directrice du Centre de formation des journalistes
- **Agnès van Zanten**, sociologue, directrice de recherche CNRS à l'OSC (Observatoire sociologique du changement) et co-directrice de l'axe « Politiques éducatives »
- **Simone Bonnafous**, Igaenr
- **Tawhid Chtioui**, directeur général Afrique, DG d'EM Lyon

Détecter et accompagner des ambassadeurs pour porter la marque de l'établissement



- **Thomas Froehlicher**, directeur général et doyen de Rennes School of Business ;
- **David Diné**, directeur de la communication, Université de Lorraine ;
- **Jennifer Stephenson**, responsable service communication, Toulouse School of Economics

[TABLES RONDES]

Edtechs : les acteurs sont-ils tous à la hauteur des enjeux ?



- **Virginie Irsch**, directrice générale, RimaOne
direction du numérique pour l'éducation, ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
- **Rémy Challe**, directeur général de Edtech France
- **Aurore Besson**, Catalyseur d'innovation et chargée de mission Edtech, Grenoble Ecole de management
- **Muriel Brunet**, chargée des partenariats privés, Mission d'incubation des projets numériques
- **Nicolas Pejout**, directeur général des services, Université Paris-Dauphine

Connecter l'académique et le professionnel : ces filières qui en font plus



- **Pascal Guénée**, directeur de l'Institut pratique du journalisme de l'Université Paris-Dauphine
- **Samira Karrach**, directrice exécutive IDex et co-directrice du programme InventUCA et Demola Côte d'Azur
- **Sigrid Mirabaud**, responsable du laboratoire à l'Institut national du patrimoine (projets de l'EUR Humanités, Création, Patrimoine)
- **Christelle Lison**, professeure (enseignante-chercheure) à l'université de Sherbrooke

L'impact factor et le h-index peuvent-ils mourir ? Le temps d'une nouvelle évaluation



- **Joël Bertrand**, président du conseil scientifique de Naval Group et ancien directeur général délégué à la science du CNRS
- **Thierry Galli**, Neurobiologiste, biochimiste et biologiste cellulaire, Inserm
- **Dean Lewis**, vice-président Ressources humaines, Université de Bordeaux.

Systèmes d'information : entre « système soviétique » et collaboration, que faut-il mutualiser ?



- **Isabelle Olivier**, vice-présidente numérique et innovation pédagogique, Communauté Université Grenoble Alpes
- **Christophe Turbout**, directeur du système d'information, Université Caen Normandie
- **Emmanuelle Vivier**, DSI de l'Université Picardie Jules Verne et membre du conseil d'administration du CSIESR
- **Hugues Ponchaut**, adjoint au directeur de l'Amue et directeur du département stratégie et programmation SI

Nos partenaires



Depuis plus de trente ans, l'Education fait partie intégrante de l'ADN de Microsoft. Les processus d'apprentissage évoluent, laissant place à des parcours pédagogiques plus personnalisés. En tant qu'acteur du numérique, Microsoft Education a conscience d'être aux avant-postes de cette évolution et s'engage à concevoir des solutions simples et sécurisées afin de faciliter l'apprentissage, encourager la collaboration entre les élèves et mieux gérer le cycle de vie de l'étudiant. Nous travaillons en étroite collaboration avec un écosystème de partenaires, avec qui, nous avons à cœur d'accompagner les établissements de la maternelle au supérieur ainsi que les établissements de recherche dans la mise en place de leurs projets numériques.

Les établissements universitaires évoluent pour répondre aux attentes d'une population croissante d'étudiants. Les responsables de l'enseignement supérieur sont confrontés à des défis financiers, à la concurrence mondiale, à la nécessité de s'adapter à un monde connecté et de soutenir des groupes variés d'étudiants mobiles et à distance. Les solutions technologiques intelligentes vous aident à surmonter ces défis et à mettre en œuvre une transformation digitale qui soutiendra la réussite de votre établissement. Cela passe notamment par :

La transformation des usages pédagogiques :

Nous proposons des solutions innovantes telles

que la mise en place de classes virtuelles sécurisées afin de faciliter l'apprentissage de notions telles que le Big Data et donc de préparer les étudiants aux métiers de demain.

De plus, il est important de renforcer la communication entre enseignants et apprenants et d'encourager la collaboration à travers la mise en place de solutions collaboratives au sein des établissements. Celles-ci permettent aux étudiants de travailler et de partager du contenu en présentiel ou à distance et ainsi de développer des compétences de collaboration tant convoitées en entreprise.

Enfin, afin de permettre aux étudiants de s'insérer plus facilement dans le monde professionnel, nous collaborons avec des partenaires sur des solutions professionnelles afin de favoriser l'employabilité des étudiants ou encore en proposant un cursus personnalisé à chaque étudiant selon son parcours et ses aspirations. Ces nouveaux outils permettent de mieux connaître les besoins des étudiants et de répondre davantage à leurs attentes.

La transformation des campus :

La transformation numérique de l'enseignement se passe également sur les campus. Celle-ci passe par la mise en place de systèmes améliorant la sécurité des personnes dans le bâtiment ou encore par l'intégration d'IoT pour une meilleure gestion des ressources énergétiques. Ces solutions permettent d'obtenir des campus modernes faisant la différence par rapport à la concurrence.

Une gestion plus fine et personnalisée des étudiants :

Recruter, accompagner, suivre l'étudiant pendant et après sa scolarité sont des enjeux sur lesquels nous proposons des outils spécifiques. Grâce à l'Intelligence Artificielle, il est désormais possible de bénéficier de solutions permettant de détecter le décrochage scolaire. Ainsi, l'enseignant peut optimiser son temps avec chaque élève pour les aider dans leur apprentissage et leur proposer un meilleur accompagnement.

Bien que solidement installé, l'usage du numérique en cours n'est qu'à ses débuts. La technologie doit profiter à tous et doit préparer les étudiants au futur. C'est pourquoi nous mesurons un peu plus chaque jour l'importance qu'auront certaines compétences sur le futur marché de l'emploi et la nécessité de se former en continu.

Après avoir cité les points clés pour une transformation réussie, il nous semble important de souligner l'enjeu de l'inclusion. Aujourd'hui, aucun étudiant ne doit être laissé pour compte car des solutions d'accessibilité existent pour permettre aux étudiants porteurs de handicap de suivre les mêmes cours et de progresser au même rythme que n'importe quel autre étudiant. Ces outils adaptés, mais pas stigmatisants prennent en compte les besoins de chacun et fournissent des outils adaptés pour lutter contre le décrochage scolaire.

Bien sûr, tout cela doit être mis en place dans un cadre sécurisé optimal pour tous les utilisateurs en et répondant aux normes et certifications de protection des données et de sécurité.

Steelcase

Steelcase est le leader mondial de l'aménagement d'espaces de travail, d'enseignement et de formation. Notre mobilier s'inspire des recherches innovantes en terme de conception d'espaces de travail. Steelcase développe une vaste gamme de solutions innovantes (bureaux, sièges, éléments de rangement, produits architecturaux, luminaires, solutions et infrastructures technologiques), complétée par de nombreux services, dont le conseil, l'aménagement d'espaces tertiaires ou le recyclage du mobilier en fin de vie.

Steelcase est présent dans tous les départements à travers un réseau de 50 concessionnaires et dispose notamment d'une usine en France.

Steelcase Education collabore avec les institutions d'enseignement et de formation pour créer des espaces qui améliorent le taux de succès ainsi que le bien-être des étudiants et des enseignants.

- Steelcase Inc est cotée à la Bourse de New York (NYSE) depuis 1998 sous le symbole SCS.

- Steelcase emploie près de 12,000 employés partout dans le monde.

- Aujourd'hui, Steelcase, Inc. regroupe 3 grandes marques – Steelcase, Turnstone et Coalesse et différentes sous-marques incluant Steelcase Health et Steelcase Education.

Steelcase Education a pour objectif d'aider les écoles et les universités à créer les environnements d'apprentissage interactifs les plus efficaces, gratifiants et stimulants, afin de répondre à l'évolution des besoins des étudiants et enseignants.

Grâce à une approche basée sur nos connaissances, nous avons conçu des solutions pour tous les espaces d'apprentissage, des salles de classe aux cafétérias, en passant par les bibliothèques et les espaces intermédiaires. Nous mettons tout en œuvre pour assurer un apprentissage le plus efficace possible, grâce à des espaces d'apprentissage actifs et intelligents.

Depuis 2015, Steelcase Education sponsorise des écoles et des universités mettant en place des pédagogies innovantes en Europe et au Moyen Orient. Steelcase les aide en dessinant avec les

enseignants des espaces d'enseignements innovants, les fabriquent et les installent. Parmi ces institutions innovantes se trouvent l'Université Nazarbayev au Kazakhstan, l'Université de l'Écosse de l'Ouest au Royaume-Uni, l'Institut universitaire Beit Berl en Israël, l'Hexagone - campus de Luminy Marseille en France, Sup Agro en France ou encore la Haute école de Munich en Allemagne. 2019 correspond à notre 4e participation à Think Education. Il s'agit toujours pour nous d'un rendez-vous majeur nous permettant de donner de la visibilité à notre marque, de valoriser notre savoir-faire au travers de conférences et d'ateliers mais également de rencontrer de très bons interlocuteurs de l'écosystème de l'éducation.

Depuis 2017, nous concevons le stand commun que nous partageons avec Microsoft Education et aménageons différentes espaces pendant l'évènement.

Cette année, nous a permis d'aménager et d'animer l'atelier Design Thinking avec Véronique Hillen et de participer à une Expert Room : présentation de cas concrets avec Véronique Le Courtois (Central Lille) et Jean-Pierre Berthet (Sciences Po Paris).



Créée en 1971 la Conférence des présidents d'université (CPU) rassemble les dirigeants des 74 universités françaises dont 4 universités ultra-marines, ainsi que ceux de ses 3 universités de technologie, 5 écoles françaises à l'étranger, 2 écoles centrales, 4 instituts nationaux des Sciences appliquées, 3 instituts nationaux polytechniques, 4 écoles

normales supérieures, 16 Grands établissements et 18 communautés d'universités et d'établissements, soit plus de 1,6 million d'étudiants. La CPU compte ainsi 126 membres, sur l'ensemble du territoire national, et représente, grâce à ses liens avec les organismes et écoles, la plus grande part des forces d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation françaises. Force de proposition et de négociation auprès des pouvoirs publics, des différents réseaux de l'enseignement

supérieur et de la recherche, des partenaires économiques et sociaux et des institutions nationales et internationales, la CPU réagit aux évolutions du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche et propose des éléments de transformation. Dans un contexte de profondes mutations du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche, la CPU a également un rôle de soutien aux présidents dans leurs nouvelles missions et de promotion de l'Université française et de ses valeurs en France et à l'étranger.



Conférence des Directeurs des Écoles Françaises d'Ingénieurs

Conférence institutionnelle constituée en association loi de 1901, la CDEFI représente l'ensemble des directeurs et directrices des établissements, ou composantes d'établissements, publics et privés, accrédités par la Commission des titres d'ingénieur (CTI) à délivrer le titre d'ingénieur diplômé. Son statut actuel est le fruit d'une profonde évolution, depuis sa création par décret en 1976. Aux côtés de la Conférence des présidents d'université (CPU), elle est l'une des deux Conférences représentant les établissements d'enseignement supérieur et de recherche français auprès de l'État, de l'Union européenne et des organisations internationales. La CDEFI a été confirmée dans son rôle par la loi du 1er août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités. Elle représente 201 écoles d'ingénieurs accueillant près de 160 000 apprenants.

Les actualités et les projets de la CDEFI

Depuis le 1er mars 2019 la CDEFI est présidée par Jacques Fayolle, directeur Télécom Saint-Étienne, à la suite du départ de Marc Renner. Des élections pour renouveler les membres du bureau et les administrateurs sont prévues le 14 juin 2019.

La CDEFI s'exprime sur tous les sujets relatifs à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation. Elle participe à de nombreuses réflexions : réforme du baccalauréat, réforme du premier cycle universitaire, déploiement de la plateforme Parcoursup, plan Bienvenue en France, réforme de la loi Allègre relative à la recherche et l'innovation, réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle, mise en place des expérimentations de mode de regroupement, etc.

La CDEFI s'engage par ailleurs au travers de la signature de chartes : promotion de la déontologie dans les métiers de la recherche, orientation progressive vers l'enseignement supérieur, responsabilité en matière d'organisation d'événements festifs et d'intégration étudiants, développement du recrutement des réservistes dans les armées, la gendarmerie et la police nationale, etc. Côté calendrier, l'année 2019 s'annonce riche en événements puisque la CDEFI organise en partenariat avec le BNEI, la CGE et la MILDECA, une nouvelle édition du séminaire de sensibilisation Cpasloption les 18 et 19 mars à l'INSA Strasbourg. Bien entendu, l'opération Ingénieuses sera un temps fort de l'année 2019, avec une remise de prix le 17 mai 2019 suivie du colloque annuel des écoles d'ingénieurs de la CDEFI, qui se tiendra les 6 et 7 juin à Toulouse.



Créée en 1973, la Conférence des grandes écoles (CGE) regroupe 227 établissements d'enseignement supérieur et de recherche français et étrangers,

représentant tout le spectre des formations supérieures en Grandes écoles de niveau Master et au-delà. Assurant une formation de masse (41 % des Masters délivrés chaque année en France) et de recherche intensive, les Grandes écoles mettent en cohérence un projet pédagogique en fonction du profil de l'étudiant et des débouchés professionnels.

La CGE est également un cercle de réflexion (think-tank) qui valorise l'expertise collective de ses membres et le rôle des Grandes écoles dans le paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle s'intéresse plus largement aux choix concernant l'enseignement supérieur (contribution aux Assises ESR, StraNES, circulaire année de césure, stages, formation professionnelle, apprentissage...)

Défenseur des intérêts des Grandes écoles, la Conférence assure un rôle de représentation de ses membres auprès des pouvoirs publics, des acteurs de l'économie et de la société. Elle prend position publiquement sur les sujets liés à l'enseignement supérieur et à la recherche.

La Conférence des grandes écoles accrédite aussi des formations (MS, MSc, BADGE, CQC).

Les 265 membres de la CGE (Grandes écoles, entreprises et organismes) permettent à la France de proposer une offre de formation et de recherche



Association des Directeurs Financiers d'établissements publics d'enseignement supérieur

L'Association des Directeurs Financiers d'établissements d'enseignement supérieur a pour objectifs principaux de :

- créer un lieu d'échanges et d'expertise entre les responsables financiers des établissements d'enseignement supérieur,
- renforcer la communication et les échanges avec l'administration centrale, avec les établissements publics à caractère scientifique et technologique et favoriser la coopération avec les établissements d'enseignement supérieur étrangers,
- participer à la définition et à la mise en œuvre d'une formation professionnelle initiale et continue adaptée à l'évolution de l'ESR (Enseignement Supérieur et de la Recherche),
- permettre une meilleure reconnaissance des fonctions de DGSA Finances

et de directeurs financiers et accompagner les membres du réseau dans leur carrière.

Association régie par la loi du 1er juillet 1901, elle compte aujourd'hui, 18 mois après sa création, 91 adhérents qui représentent toutes les typologies de structures (universités, écoles, grands établissements, ...) et toutes les régions de France.

L'actualité de l'association porte principalement sur :

- la finalisation du référentiel métier de directeur financier des établissements de l'ESR
- l'organisation du colloque du 5 au 7 juin 2019 qui portera sur le thème suivant : « modèle économique : stratégie et leviers de développement des ressources propres »
- l'enrichissement de nos relations avec nos partenaires (ministères, CPU, autres associations professionnelles)
- la consolidation de notre présence sur le plan régional grâce aux réunions et aux ateliers proposées en région
- la mise en œuvre du site internet et du forum d'échanges.



L'Arces est le premier réseau des professionnels de la communication de l'enseignement supérieur.

L'association fédère près de 450 communicants issus des universités, des écoles d'ingé-

nieurs, des écoles de commerce et d'institutions reliées à l'enseignement supérieur (organismes, associations professionnelles...etc.). Depuis plus de 30 ans l'Arces est un lieu de ressources et d'échanges pour tous les professionnels qui cherchent à élargir leur horizon, se questionner sur leurs pratiques, enrichir leurs compétences.

L'Arces développe des partenariats réguliers avec des réseaux professionnels de communication en France et en Europe. Ces liens permettent aux adhérents de l'association de bénéficier de rencontres inédites, transversales et d'échanges de grande qualité pour nourrir leurs pratiques. Toute l'année, l'Arces propose des rencontres thématiques au sein de ses Clubs ou lors de colloques. Elle propose aussi des formations en partenariat avec le Celsa. Elle dispose d'un réseau social d'échanges Ma communauté Arces réservé à ses membres.

En 2019, RDV le 7 juin prochain à Sciences Po pour la journée annuelle de l'association sur le thème « Les défis de la marque dans l'enseignement supérieur » et pour fêter les 10 ans des prix de la communication.



CSIESR
Association Loi 1901

Le Comité des Services Informatiques de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CSIESR) est une

structure associative nationale dont les adhérents sont les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, soit 140 universités, grandes écoles et EPST. Le CSIESR fédère les services numériques de ses établisse-

ments adhérents autour de 3 missions principales : Contribuer au développement du numérique pour l'éducation, la culture, et la recherche ; Accompagner les services des techniques de l'information et de la communication et leurs personnels pour appréhender les innovations, les évolutions technologiques, les méthodes et organisations ; Renforcer la reconnaissance du rôle stratégique des systèmes d'information dans les établissements et d'accompagner les décideurs dans la prise en compte de ces aspects. L'une des forces du CSIESR réside dans sa capacité à rassembler autour du thème majeur

de la transformation numérique de l'ESR tous les acteurs concernés de ses établissements adhérents, des équipes opérationnelles aux directeurs et vice-présidents porteurs des approches stratégique et politique. Le CSIESR constitue avec ses adhérents un vaste espace de réflexion sur le numérique et leur propose une offre concrète en matière de formation s'appuyant sur un riche catalogue thématique, des Assises annuelles rassemblant 250 personnes et une vingtaine de sociétés partenaires, des journées thématiques, les clubs numériques en partenariat avec News tank HER...



Inserm
La science pour la santé
From science to health

L'Inserm réunit 15 000 chercheurs, ingénieurs, techniciens et personnels administratifs, avec un objectif commun : améliorer la santé de tous par le progrès des connaissances sur le vivant et sur les maladies, l'innovation dans les traitements et la recherche en santé publique.

L'Inserm est le seul organisme public de recherche français entièrement dédié à la santé humaine.

Depuis sa création en 1964, l'Inserm a été l'acteur d'avancées médicales majeures : premiers tests de diagnostic prénatal, décryptage des mécanismes du système HLA, première fécondation in vitro, identification du virus du sida, radiothérapie contre le cancer, première greffe de peau, stimulation cérébrale profonde, thérapie génique...

Cette mission s'appuie sur le travail de 9 instituts thématiques, dont le rôle est de réaliser l'état des lieux de la recherche dans leur domaine et d'animer cette recherche. L'Inserm se distingue par l'excellence scientifique de ses équipes, mais également par sa capacité à assurer le

continuum entre la recherche fondamentale et la recherche clinique, en accélérant l'application des résultats de recherche afin que les patients puissent bénéficier rapidement des innovations médicales.

Aujourd'hui, l'Inserm est au 1er rang européen des institutions académiques de recherche dans le domaine biomédical, avec près de 12 000 publications par an, et au 2^e rang mondial derrière les National Institutes of Health (NIH) intra-muros. L'Inserm est en outre le 9^e organisme public de recherche les plus innovants au monde, selon le classement Thomson-Reuters 2016.

L'innovation étant au cœur de nos recherches, il était normal que l'Inserm s'associe à l'événement Think ER2019, en présentant de nouvelles collaborations pour innover, avec l'exemple des « accélérateurs technologiques » de l'Inserm.

La recherche biomédicale dépend de plus en plus de l'accès aux technologies de pointe : pour se doter d'une capacité accrue d'innovation, de développement technologique et de diffusion des technologies vers ses laboratoires, l'Inserm s'est doté d'accélérateurs de recherche technologique (ART). Ces structures visent non seulement au développement de technologies innovantes, mais également à leur mise à disposition auprès des équipes de recherche qui pourront en tirer les bénéfices, après avoir été formés.



GROUPE **vyv**

Avec plus de 4 millions de personnes protégées, MGEN est un acteur majeur de la protection sociale. Que ce soit en matière de régime obligatoire, de régime complémentaire ou d'éta-

blissements de soin, le groupe met à disposition sur l'ensemble du territoire une offre variée à destination de la population.

MGEN, groupe solidaire et engagé, rejoint ainsi par beaucoup d'aspects les objectifs et les enjeux auxquels l'EdTech répond : améliorer la prévention en milieu scolaire, faciliter les travaux des personnels enseignants à travers de nouveaux outils ou de nouvelles méthodes pédagogiques, développer de nouvelles techniques d'apprentissage, mettre à disposition de nouvelles ressources pour faciliter le travail du professionnel et l'apprentissage des élèves... C'est pour encourager ces initiatives qui rendent la technologie utile aux acteurs de l'éducation et de la formation que MGEN soutient l'EdTech.



Le Réseau C.U.R.I.E fédère depuis 27 ans les professionnels de la valorisation, du transfert de technologie et de l'innovation issue de la recherche publique. Fort de ses 190 membres, le Réseau C.U.R.I.E assure une mission de promotion, de développement et de professionnalisation du transfert de technologie, de savoir-faire et de compétences issus du secteur public vers le monde socio-économique. Le Réseau C.U.R.I.E. est au cœur d'un écosystème public-privé au service de la performance économique et du progrès social.

Le Réseau C.U.R.I.E. n'ayant pas de réseau que le nom, nous croyons au collectif et aux collaborations créatrices de synergies et valeurs.



Réseau **SATT**
Les Sociétés d'Accélération
du Transfert de Technologies

Le Réseau SATT est l'association qui fédère les 14 SATT, Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies.

Les SATT sont des Sociétés par Actions Simplifiées créées par plusieurs établissements de recherche publics dans le cadre du Programme des Investissements d'Avenir (PIA), au sein de l'action « Valorisation ».

Disposant d'un fonds de maturation unique en France, Les SATT ont accès aux compétences et inventions des chercheurs publics sur leur territoire et s'appuient sur des équipes professionnelles dédiées pour accompagner ces inventions jusqu'au transfert vers une entreprise.

Les missions des SATT :

- Identification des projets innovants à forte valeur ajoutée et positionnement par rapport à la concurrence et aux besoins du marché
- Protection des résultats de recherche par le dépôt et l'entretien de titres de propriété intellectuelle et industrielle
- Mise en place et gestion des projets de maturation validés
- Commercialisation jusqu'au transfert au monde économique sous forme de licensing et de création de start-up.



de colloques, d'événements et de conférences en France et Monaco, appuyé par des intervenants de qualité devenues des success stories. Il initie, développe et concrétise des coopérations industrielles avec des entreprises mondialement connues tel que Total, Veolia, Sanofi, Servier, ou encore Havas Media. Enfin, dans la continuité de la mission d'éducation du Technion, il aide financièrement et matériellement l'université dans son développement et sa recherche de nouveautés scientifiques, et apporte de l'aide aux étudiants français qui souhaitent partir étudier au Technion de comprendre cette université prestigieuse.

Le Technion France a pour but de développer, valoriser et promouvoir le Technion - Israel Institute of Technology, dans les différents domaines scientifiques, technologiques, d'entrepreneuriat, ou encore d'éducation en France et en Europe francophone. Il joue également un rôle de relais d'information et de Networking par l'organisation



ACADEM est une solution métier dédiée au secteur de l'Enseignement Supérieur dans le monde.

L'objectif de cette solution est de répondre à des enjeux actuels et futurs

des établissements, leur permettre d'optimiser leur processus métier et la qualité de leurs données.

Les sujets phares adressés sont : les Enseignants-Chercheurs, les rapports d'accréditation, l'Assurance of Learning, la gestion des compétences de l'étudiant et son ePortfolio.

La solution ACADEM est aujourd'hui déployée dans plus de 100 établissements et dans 34 pays sur tous les continents.

Elle vient d'être référencée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation au travers de la Cellule Nationale Logicielle afin de pouvoir être proposée à tous les établissements publics en France.



Alcuin est éditeur de solutions SaaS de gestion de la formation initiale

et continue pour les établissements de formation.

Nous disposons d'une expérience solide acquise au contact des professionnels du marché de l'enseignement supérieur et enrichie par les échanges privilégiés avec nos clients.

Nous proposons des solutions de gestion des formations innovantes ainsi qu'un accompagnement per-

sonnalisé pour digitaliser, modéliser et piloter vos processus métiers : de la gestion des candidats, aux inscriptions jusqu'à la diplomation, en passant par la planification, la contractualisation des intervenants, la gestion des compétences et le pilotage de budget.

Avec une ergonomie et une expérience utilisateur simple et moderne, vous vous concentrez sur la qualité du service offert aux étudiants grâce à des self-services intuitifs et mobiles.

Nous sommes en veille permanente pour anticiper, analyser et faire évoluer notre solution conformément

aux obligations légales et aux nouveaux besoins :

- Pour le plan étudiant : la rénovation des offres de formation post-bac et le rattachement des étudiants au régime générale de la sécurité sociale,
- Pour la réforme de la formation professionnelle : l'individualisation des parcours, le respect des critères de qualité, le renforcement des formations en alternance,
- Pour les nouveaux besoins : la gestion des compétences des étudiants pour répondre aux attentes du marché du travail et accélérer l'employabilité.



L'université numérique Economie Gestion



UNIT, l'Université Numérique Ingénierie et Technologie et AUNEGE, l'Association des Universités pour l'enseignement Numérique en Économie-Gestion, sont deux des Universités Numériques Thématiques (UNT) créées à l'initiative de Grandes Ecoles, d'Universités et du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de

la Recherche (MENESR).

UNIT associe tous les acteurs de la formation supérieure en Sciences de l'Ingénieur et Technologie désireux de s'impliquer dans le développement du numérique, la mise en place de pédagogies innovantes, la mutualisation des outils, des expériences, et le co-pilotage de projets basés sur des ressources éducatives libres (REL) et des dispositifs de formation appuyés sur le numérique.

AUNEGE favorise la mutualisation de supports pédagogiques numériques en économie/gestion et accompagne les universités pour soutenir leur transformation numérique, notamment dans les domaines de l'open education et des soft skills.



CD&B, expert en aménagement d'espace de travail, est créée en 2002 par Rémi Mangin et Michel Ciucci. La société accompagne les entreprises en phase conseil, dès la genèse du projet en passant par la conception, jusqu'au pilotage et la mise en œuvre. Grâce à une méthodologie innovante nourrit d'outils créés en interne, la valeur ajoutée de cette entreprise réside dans des compétences complémentaires : l'aménagement de bureaux, d'hôtels et d'établissements scolaires.

Penser que ces derniers, de la maternelle à l'ESR, se conçoivent comme du tertiaire, c'est nier le poids de son image de marque, dans l'enseignement et l'apprentissage qu'ils dispensent.

Julie Giraud d'Avril, Directrice de l'offre Espace Apprenants chez CD&B, nous informe ainsi sur ces enjeux, qui touchent désormais l'ensemble des établissements d'enseignement. Selon une étude de l'ESSEC, un aménagement attractif de l'espace de travail est le critère n°1 des jeunes diplômés. Mais pour accepter le changement de son organisation, cela nécessite une volonté de l'établissement de se transformer, et donc un changement d'attitude. Il est important pour CD&B de bien comprendre les enjeux et les objectifs du client, car leurs mots vont impliquer un résultat dans l'espace. L'implication et la co-création des protagonistes sont, en cela, une étape clé de la réalisation du projet. Il s'agit d'écrire une histoire collective, pour faire en sorte que "les murs crient l'identité de l'enseigne" mot d'ordre quotidien de Julie.



Depuis près de 40 ans, la société CELCAT édite et commercialise

une suite logicielle de gestion des plannings. Dédiée à l'enseignement post-secondaire et supérieur, elle facilite la tâche des gestionnaires de planning.

Flexible, la suite logicielle CELCAT est totalement adaptable à toutes sortes de terminologies et de définitions de calendriers universitaires. En phase avec l'évolution du système éducatif, CELCAT utilise les avancées techniques et numériques en vogue pour adapter la suite logicielle sur application mobile et Web.

Avec des solutions à la pointe de la technologie et un service à la clientèle personnalisé, CELCAT compte des centaines de clients à travers le monde.

Solution CELCAT

CELCAT Timetabler est une solution complète pour l'optimisation de la création des emplois du temps, la gestion des salles, le suivi de l'assiduité des étudiants et la publication.

CELCAT vous aide à gérer vos emplois du temps et vos salles de façon optimisée en facilitant la gestion de multiples ressources. De plus, CELCAT Timetabler possède un moteur de planification automatique des emplois du temps et des plannings d'examens.

Créé à l'origine par un professeur d'université qui souhaitait une solution simple pour son établissement, CELCAT offre la solution idéale, flexible et facile à prendre en main pour :

- Planifier des événements complexes en affichant automatiquement les conflits éventuels ;
- Optimiser l'utilisation de salles au moyen d'un outil de réservation sécurisé ;
- Automatiser la planification d'événements et d'examens ;
- Publier les plannings personnalisés en temps réel sous différents formats et de façon sécurisée utilisant la technologie mobile ;

- Suivre l'assiduité des étudiants à l'aide d'une application intuitive ;
- Produire des statistiques détaillées afin d'optimiser la gestion des ressources et générer des rapports annuels.

Une solution aboutie pour vos emplois du temps

L'excellence d'une université, outre les aspects de recherches, publications scientifiques, repose sur sa capacité à gérer un flux d'étudiants qui, années après années, augmente parfois de manière considérable. Cette croissance a des conséquences sur la gestion de l'établissement à différents niveaux : les salles sont réservées sans être utilisées de manière optimale, les plannings complexes deviennent difficiles à gérer, et le personnel enseignant ainsi que les étudiants sont souvent mal informés des changements de dernière minute.

CELCAT vous aide à résoudre toutes ces difficultés lors de la planification de vos emplois du temps grâce à l'affichage multiple d'emplois du temps sur un seul écran et l'usage des conseillers et assistants de planification.

<Quel professeur disponible et compétent pour une matière ? Quelle salle possède la capacité pour accueillir vos groupes étudiants ?>

En un simple clic, CELCAT vous propose un panel de ressources disponibles en sélectionnant celles qui vous apporteront la meilleure optimisation.

Informez les personnes concernées par un changement dans leur emploi du temps de façon automatique – par email, sms et affichage sur écran numérique dans l'établissement.

Au quotidien, le logiciel CELCAT est le meilleur partenaire de votre établissement, par exemple :

- En cas d'annulations de cours, vous pouvez afficher rapidement les créneaux horaires disponibles pour assurer les obligations pédagogiques ;
- Vous pouvez paramétrer les rôles et privilèges pour la création et visualisation des emplois du temps ;
- Accès sécurisé aux plannings sur mesure pour diffé-

rents types de populations (étudiant, professeur, etc. ..).

Vous travaillez de chez vous ou devez accéder à vos plannings à distance ? CELCAT est également disponible en version web avec les mêmes fonctionnalités d'administrations, de gestion et de publication de vos emplois du temps. Doté d'une interface très conviviale, vous pouvez travailler en toute aisance.

CELCAT est une référence reconnue au niveau internationale depuis près de quatre décennies en termes de qualité de service, comme l'ont attesté nos clients, voire nos concurrents. Cette société, créée en 1979, emploie du personnel venant des cinq continents ayant connaissance des défis que représente la gestion des ressources d'un établissement, quel qu'il soit. Un de ses directeurs ayant lui-même été gestionnaire d'emplois du temps d'université, CELCAT met un point d'honneur au dévouement de ses équipes au progrès technique et à l'excellence de ses partenaires ; en Australie, en Afrique du Sud, et ailleurs dans le monde.

En restant constamment à l'écoute de ses utilisateurs, CELCAT propose également des mises à jour régulières gratuites.

Et demain ?

CELCAT a pour objectif de poursuivre le développement d'applications innovantes et de continuer de rencontrer les acteurs de l'enseignement supérieur sur le terrain pour s'aligner sur leurs impératifs en constante évolution.

Que vous soyez une université, une Business School, une école d'ingénieurs ou un autre type d'établissement de l'enseignement supérieur, c'est le moment de rejoindre notre communauté, de prendre part au projet et d'apporter vos idées enrichissantes !

Nous participons et organisons de nombreux événements tout au long de l'année : salons, séminaires, clubs utilisateurs et webinaires, à travers le monde.

EDTech France

EdTech France est l'association qui fédère et porte la voix de l'écosystème entrepreneurial de la EdTech française. Rassemblant les entreprises qui mettent la technologie au service de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation tout au long de la vie, EdTech France a pour mission de démontrer l'utilité des solutions innovantes, de promouvoir leur usage et de valoriser le savoir-faire des entrepreneurs français à l'international. EdTech France se veut également un hub professionnel, véritable espace de rencontre, d'échange et de réflexion entre partenaires publics et privés, établissements d'enseignement supérieur et institutions scientifiques.



et des services au bénéfice de ses membres - établissements d'enseignement supérieurs français - et de leurs partenaires.

La première plateforme et la plus emblématique, FUN MOOC a connu une évolution spectaculaire du nombre de ses inscrits en 5 ans pour atteindre plus 1,6M d'apprenants. Ces derniers sont fidèles puisqu'ils s'inscrivent régulièrement à de nouveaux cours générant plus de 5,6 M d'inscriptions depuis le lancement de la plateforme. La croissance de cette plateforme est soutenue avec 31 000 inscrits et 145 000 inscriptions supplémentaires par mois en 2018. Ce trafic fait de la plateforme FUN MOOC, la première plateforme mondiale de MOOC francophones académiques avec une progression continue sur le continent africain de 12% en 2014 à 19% en 2019.

Depuis 2016, France Université Numérique accompagne la diversification des usages autour des MOOC - réutilisation sur les campus en classe inversée, partage de cours entre universités pour intégration dans les cursus, développement de la formation continue, usages spécifiques pour une communauté donnée - en proposant des plateformes dédiées : FUN Campus pour les SPOC académiques, FUN Corporate pour les SPOC de formation professionnelle continue, des plateformes en marque blanche pour des institutions développant sur leur propre stratégie comme l'ADEME avec la plateforme MOOC bâtiment durable, le Maroc pour l'ensemble des universités, ou encore le CNFPT pour la formation continue des fonctionnaires territoriaux...

France Université Numérique est un établissement public qui déploie des plateformes de diffusion de cours en ligne (MOOC et SPOC)

L'usage d'une plateforme unique pour diffuser les MOOC des établissements d'enseignement supérieur et de leurs partenaires accroît la visibilité des cours et crée une centralité vers laquelle les apprenants peuvent se tourner pour trouver des cours de qualité. Grâce à la montée en puissance du nombre d'inscrits sur la plateforme FUN MOOC, les établissements et organisations productrices de MOOC bénéficient d'une visibilité accrue auprès du grand public, faisant sortir les contenus scientifiques de l'enceinte des universités et des écoles et participant à la diffusion du savoir. Dans le cadre spécifique des établissements d'enseignement supérieur, cette visibilité contribue à l'attractivité de leurs cursus diplômants.

Se lancer dans l'aventure des MOOC a contribué, pour nombre d'établissements, à renforcer et favoriser la montée en compétences des équipes d'appui en ingénierie pédagogique et à valoriser leur rôle dans leur écosystème professionnel. Pour les enseignants-chercheurs, concevoir et animer un MOOC a indéniablement contribué à leur prise de conscience de l'impact du numérique sur leurs pratiques pédagogiques. Ils ont entre autres vu l'intérêt de réutiliser leur MOOC pour leurs étudiants sur les campus en développant l'usage de classe inversée. À cette occasion, soit ils redéployent leur MOOC en SPOC sur FUN Campus, soit ils intègrent leurs étudiants dans une cohorte spécifique au sein du MOOC sur FUN MOOC.

Au-delà des MOOC "unitaires", les établissements cherchent à donner de la cohérence à leur production dans un souci d'accompagner les apprenants dans leur acquisition de connaissances et de compétences en leur proposant des collections et des parcours de MOOC, voire même des Diplômes d'Université s'appuyant sur des MOOC diffusés sur FUN.

FUN diffuse depuis 2016 des MOOC d'aide à l'orientation afin d'apporter aux lycéens des informations de qualité

et des outils pour faire de leur orientation un choix construit et réfléchi, dans une logique d'inclusion sociale et géographique. Ces MOOC sont également destinés aux équipes éducatives des lycées afin de mettre à leur disposition des outils fiables et faciles d'utilisation dans leur mission d'aide à l'orientation des lycéens. Ils s'inscrivent complètement dans le renforcement de l'orientation au lycée mis en place depuis 2018 et qui a pour ambition de mieux accompagner les élèves dans la conception de leur projet d'avenir et de les aider à faire des choix pertinents pour réussir dans l'enseignement supérieur.

Depuis le lancement de FUN, une large majorité d'apprenants inscrits - plus de 75% d'entre eux - est composée d'actifs (salariés, travailleurs indépendants, professions libérales, demandeurs d'emploi). Les MOOC permettent ainsi le rapprochement direct entre l'écosystème universitaire et le monde socio-économique et l'emploi. Pour les enseignants, c'est l'occasion de s'ouvrir à un public nouveau. Pour les apprenants, c'est le moyen d'accéder à un enseignement supérieur de qualité, et ce gratuitement.

Au fil des années, FUN a tissé des partenariats avec des acteurs du monde socio-économique qui veulent lancer des formations en ligne à base de MOOC. Ces structures ont identifié FUN et ses membres comme des acteurs crédibles et compétents dans ce domaine et susceptibles de répondre à leurs besoins de formation professionnelle. L'équipe FUN a accompagné ces acteurs du monde socio-éco (OPCA et entreprises) à définir leurs besoins et à identifier des universités et écoles susceptibles de répondre à leurs besoins en produisant des cours répondant à leurs attentes. Plusieurs projets ont vu le jour. Le plus emblématique, conduit en 2017-18 avec 5 OPCA a permis de construire un ensemble de cours autour des enjeux du numérique et des transformations qu'il impose pour les PME-TPE des secteurs d'activités de ces OPCA.

GlobalExam

BECOME A GLOBAL PLAYER

GlobalExam est la startup Edtech qui favorise la mobilité et l'employabilité des étudiants, salariés et demandeurs d'emploi.

Nous sommes le premier spécialiste de la préparation en ligne aux grandes certifications de langue : TOEIC, TOEFL, Bulats, DELE, HSK, ...

En France, plus de 400 établissements du supérieur et organismes de formation nous ont choisis (EM Grenoble, Kedge Business School, Rennes School of Business, Montpellier Business School, École des ponts ParisTech, Centrale Marseille, Arts et Métiers, Wall Street English, Réseau Victoria's, CanSpeak, ...).

À l'international, nous accompagnons établissements du supérieur et acteurs de la formation à travers un réseau de distributeurs dans 12 pays, de la Corée au Mexique, en passant par le Maroc, l'Ukraine et la Turquie.

Sur notre plateforme, chaque apprenant s'entraîne dans les conditions réelles des tests sur la base de contenus la plus riche : 40 000 questions, 600 tests complets. Il est pleinement engagé et progresse à son rythme grâce aux dernières innovations e-learning : planning personnalisé, analyse des résultats, mapping des compétences.

Avec 15 préparations couvrant 5 langues (anglais, espagnol, allemand, mandarin, français) nous accompagnons aujourd'hui plus de 300 000 utilisateurs vers la réussite à leur test et leurs projets !

Impact! campus

Impact Campus souhaite transformer l'enseignement supérieur pour former les étudiants à devenir des décideurs conscients de leur impact et des grandes transitions actuelles (économique, écologique, sociale).

Nous concevons et dispensons des cours et parcours intégrés aux cursus des étudiants en s'appuyant sur les nouvelles technologies et les pédagogies actives. L'objectif est de leur transmettre des compétences essentielles au monde de demain (adaptabilité, esprit critique, collaboration) pour qu'ils deviennent acteurs de changement, quel que soit leur parcours professionnel.

labtoo

Labtoo est la place de marché européenne pour la R&D.

Nous connectons les acteurs de la Recherche: laboratoires publics et privés, plateformes technologiques et entreprises.

D'un côté, nous valorisons l'expertise des laboratoires et de l'autre, nous facilitons la commande de prestations de service de façon intelligente et automatisée.

Notre objectif est d'accélérer la Recherche scientifique en facilitant l'identification des expertises et en simplifiant la contractualisation.



La vocation de HELVETIUS Ingénierie, (fondée et dirigée par 2 ingénieurs expérimentés de l'industrie) est d'appliquer les principes de l'ingénierie cognitive aux problématiques « Métier » en vue d'apporter des solutions pertinentes avec les dernières technologies grâce à un procédé original. Les nombreuses réalisations, dans les universités, les grandes écoles et les institutions de formation professionnelles, parmi les références les plus prestigieuses et compétitives, permettent à plus de 60 000 apprenants, quelque soit le pays, de disposer de services en ligne pour interagir avec les processus administratifs et pédagogiques de leur campus grâce à la solution HELISA, Student Information System, full web et multi canaux dans le Cloud.

Elle contribue et accompagne le développement des activités de nos clients et équipe les « Organisations Académiques » de 500 à 35 000 apprenants dans le Public, le Privé, en France et à l'International. L'étudiant, d'aujourd'hui, est né avec le World Wide Web. Il est, nomade, mobile, connecté, averti sur la qualité et

la reconnaissance des cursus qu'il veut pouvoir adapter selon son projet personnel en France et à l'International, tout au long de sa vie d'étudiant pour réussir son insertion professionnelle. L'apprenant est un client exigeant auquel chaque « Organisation Académique » doit apporter de façon très personnalisée, un conseil, un suivi, un parcours pédagogique, une diplomation et une acculturation au secteur professionnel.

Elle doit aussi, servir au mieux les activités pédagogiques, en concevant, organisant et orchestrant la diversité des parcours, tout en mutualisant les ressources, grâce à la mise en place des processus qui vont assurer le fonctionnement quotidien: catalogue des offres, recrutement (Workflows), inscriptions administratives, financières, pédagogiques, ressources humaines et logistiques (planification), choix d'options, incomings et outgoings, évaluations, jurys et diplomation, stages, et bien d'autres actions encore...

Ces processus, pour contribuer à la performance opérationnelle de l'organisation, doivent être synchronisés par un moteur de cohérence tel qu'un ERP Eten-du, d'une part pour le Back office (gestion administrative), et d'autre part une plateforme d'interaction en ligne grâce à un guichet unique offrant

tous les services personnalisés à chaque membre de la communauté apprenante (portails : Prospects, Etudiants, Enseignants, Entreprise ...) De plus, HELISA donne toute l'autonomie à chaque client, de

- développer ses activités en créant de nouveaux campus en France et à l'International
- adapter ses offres à la diversité des demandes en mutualisant les différentes ressources
- transversaliser les parcours de chaque apprenant, sur des parcours diplômants ou non et sur des Campus différenciés,
- changer tout ou partie du Business Model en ayant fait au préalable des simulations en vraie grandeur,
- créer de la valeur pour la communauté apprenante grâce la Plateforme académique collaborative étendue, créant de facto un réseau social à forte valeur ajoutée,
- éclairer, grâce aux techniques de reporting et de business Intelligence, les décisions à chaque niveau de responsabilité, tant sur l'orientation des étudiants que sur des considérations stratégiques en toute connaissance de cause,
- aligner le SI sur la stratégie de la direction,
- élargir son rayonnement auprès des donateurs et entreprises...

La solution HELISA a démontré qu'elle contribuait à l'ensemble de ces défis.

O'clock

O'clock c'est la première école de développement web en téléprésentiel.

Depuis 2 ans, nous formons des développeurs web depuis nos salles de classes virtuelles, où les étudiants accèdent à des cours animés en direct-vidéo par des formateurs-développeurs professionnels.

O'clock est une entreprise 100% en télétravail. Une équipe avoisinant 50 passionnés oeuvrant en chaussons licorne pour accomplir une seule mission : faire de nos étudiants des développeurs web compétents, diplômés et recrutés !



Omniverse

Depuis deux ans, Omniverse est partenaire de News Tank Higher Ed & Research, sur la production des « Paroles d'expert » qui ont permis de mettre en lumière les acteurs les plus innovants de l'univers de l'éducation,

Cette année pour Think Education et recherche 2019, Omniverse a mis en place sa solution de production vidéo multicaméra au complet afin de donner la parole aux entreprises et acteurs de l'univers des edtechs et plus largement du numérique pour l'enseignement supérieur qui étaient présents et pour évoquer leurs offres et leurs enjeux.

Parmi eux : Fun Moc, Educapital, Study&Co, Cop Sonic, Woodclap, Test We, Global Exam, Impact Campus...

Grâce à une expérience unique et brevetée, Omniverse permet d'interagir directement avec la vidéo en choisissant en temps réel un des angles parmi les quatre vues simultanées et permet à l'apprenant de retrouver du sens, de l'autonomie et de l'authenticité dans sa démarche d'apprentissage.



Paxter est une société de consultation en stratégie institutionnelle universitaire. Nous aidons les écoles et les universités à établir leurs stratégies à 5 à 10 ans, les pouvoirs publics à améliorer les écosystèmes universitaires dont ils sont responsables et les entreprises à améliorer leurs collaborations avec le monde universitaire ou à devenir elles-mêmes universitaires.

Pour mieux comprendre les enjeux et la diversité du monde de l'enseignement supérieur mondial, nous avons développé PAXTER NEXT15years, qui analyse de façon qualitative et quantitative l'enseignement supérieur dans 76 pays représentant 91 % de la jeunesse mondiale. PAXTER NEXT15years fournit des prévisions démographiques et économiques pour le secteur à l'horizon 2030.

L'année 2019 s'annonce passionnante : droit de la diplomation dans différents pays, restructuration des équilibres public/privé dans l'enseignement supérieur, déploiement de nouveaux campus off-shore, nouveaux besoins liés aux enjeux climatiques et économiques...



Connecteur de savoirs, RENATER, Réseau National de télécommunications

pour la Technologie l'Enseignement et la Recherche, est l'acteur de référence des infrastructures du numérique de la communauté éducation recherche en France.

RENATER conçoit et exploite le réseau sécurisé à très haut débit fournissant une connectivité nationale et internationale dédiée à plus de 1300 sites, en métropole et Outre-Mer.

RENATER propose également un portefeuille de services autour de la connectivité, l'identité, la sécurité, la communication, la collaboration et la mobilité, garantissant la confidentialité et la sécurité des données.

L'objectif permanent de RENATER est de précéder les évolutions afin de toujours apporter des solutions les plus performantes à ses utilisateurs et accompagner des projets innovants.



Vos étudiants sont-ils prêts à vivre en France ?

Study&Co est un "welcome desk" numérique clé en main pour l'accueil des internationaux. Il simplifie la vie administrative des étudiants et agit comme service d'appui pour les Directions des Relations Internationales. Les objectifs de Study&Co sont d'offrir une information personnalisée qui rassure l'étudiant et d'augmenter l'attractivité de l'établissement à l'international.



Pour les organisations qui développent l'excellence en matière d'apprentissage et d'évaluation, TestWe vous apporte la tranquillité d'esprit avec une solution simple et sécurisée. Nous simplifions le processus d'évaluation et offrons une solution 100% dématérialisée : suppression de la reprographie et de la logistique, plus de perte des copies, de problème de connexion à Internet, ni d'attente pour la remise des résultats. TestWe est une solution d'e-Exam complète : plateforme online pour le corps enseignant et l'administration, logiciel offline pour les apprenants.



«Only est une entreprise d'utilité sociale (ESUS) qui favorise l'accès à l'éducation en solutionnant le financement des étudiants méritants. Only est la plus edTech des finTech françaises : nous développons des outils qui allient expertises technologique et finan-

cière pour que la réussite ne soit plus une question de moyens, mais de volonté. Nous avons notamment inventé une nouvelle source de financement le prêt étudiant participatif, avec Study-Link.fr»



Verifdiploma, 18 ans d'expertise dans la vérification

de diplômes en France et à l'international.

En partenariat avec les établissements de l'Enseignement supérieur, Verifdiploma a développé une base de données nationale de près de 12 millions de diplômés :

- 361 conventions de partenariat avec les établissements de l'Enseignement Supérieur
- Tous types d'établissements : Universités, IAE, IUT, Ecoles de commerce, Ecoles d'ingénieurs,...
- Tous types de diplômes : nationaux (Brevet, CAP, Bac, BTS, DUT, Licence, Master, Doctorat...), diplômes universitaires (DU...), certificats, formations professionnelles...
- Niveau: Cap, Bep, Bac, Bac +2, Bac +3, Bac+4, Bac +5, Bac+6 et Bac +8

- Toutes les années de promotions : capacité à gérer l'historique
- Zones géographiques : France et international (Partenariats USA, Chine,...)

Innovations

Afin de s'adapter à la demande de son marché qui s'internationalise ainsi qu'à l'évolution des nouvelles technologies, Verifdiploma a développé des services innovants s'adressant aux acteurs suivants :

- Étudiants
- Établissements
- Recruteurs

Lancement de 3 innovations accompagnant les services de scolarité dans la transition numérique :

- Gestion des demandes de vérifications de diplômes des recruteurs
- Vérification des diplômes lors des admissions
- Dématérialisation des documents de scolarité

Concept

Le concept est la digitalisation des services de scolarité.

Ces nouveaux services permettent aux établissements de réaliser des gains de productivité par l'innovation numérique tout en proposant un service de meilleure qualité à leurs étudiants et entreprises partenaires.

- Favoriser et sécuriser l'insertion professionnelle des diplômés
- Faciliter et sécuriser l'admission des étudiants
- Accompagner et sécuriser la mobilité internationale des étudiants et diplômés

Partenaires

De nombreux partenaires institutionnels en France et à l'international : Ministère de l'Éducation Nationale, CGE, CNCP, ANDRH, CSCSE (Chine), Groningen, NSC (USA),...



WHALLER

Whaller est une plateforme de réseaux sociaux collaboratifs, garante de la confidentialité des données de ses utilisateurs. Chacun peut créer et administrer une infinité de réseaux afin de maîtriser ses communications, ses communautés et son audience.

La plateforme offre un large panel de fonctionnalités et ses usages sont nombreux : espaces collaboratifs, outils de gestion de projets, réseaux personnels, etc. Whaller s'adresse ainsi à tous types de structures notamment les Écoles et Universités



Les études sur le sujet sont unanimes : pour apprendre, il faut être attentif. Or l'attention des étudiants diminue drastiquement après 10 minutes ! Animée depuis toujours par l'ambition de rendre l'enseignement exceptionnel, Wooclap a mis au point une

plateforme interactive permettant de dynamiser les cours et de mesurer la compréhension des étudiants grâce à l'utilisation des smartphones.

Son objectif ? S'appuyer sur les dernières découvertes en matière de neurosciences et les études menées sur différentes pratiques pédagogiques afin de maximiser la rétention de l'information et de renforcer l'impact de l'apprentissage lors d'un cours en présentiel.

Fruit de la collaboration avec de nombreuses universités, Wooclap a la particularité de s'interconnecter avec les LMS, PowerPoint et autres plateformes utilisées par les professeurs.

Unique en son genre, Wooclap aide les professeurs à révolutionner l'enseignement en rendant les étudiants acteurs de leur apprentissage.

Les meilleures universités et Business Schools (l'ENA, Polytechnique, Dauphine, Arts&Métiers, EM Lyon, l'UCL etc.) et plus de 60 000 professeurs utilisent Wooclap pour :

- Capter l'attention des étudiants
- Susciter la participation et engager les étudiants
- Mesurer la compréhension des étudiants continuellement et donner du feedback
- Consolider l'apprentissage

Liste des intervenants

AUNEGE

OMNIVITE

THINK EDUCATION & RECHERCHE 2019

- **Frédérique Vidal**, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

DUOS/CONVERSATIONS

- **Joëlle Alnot**, directrice de l'Ofis
- **David Cavaillolès**, conseiller budgétaire, industrie et spatial, de Frédérique Vidal
- **Christelle Lison**, professeure en pédagogie à l'Université de Sherbrooke (Canada)
- **Sandra Oucher**, vice-présidente étudiante de l'Université Paris-Saclay

GRANDS TEMOINS

- **Michel-Edouard Leclerc**, président-directeur général d'É. Leclerc et président de Neoma Business School
- **Amélie de Montchalin**, députée de la 6^e circonscription de l'Essonne, secrétaire d'État chargée des Affaires européennes (depuis mars 2019)

DEBATS

- **Davis Alis**, président de l'Université Rennes 1
- **Isabelle Barth**, directrice générale de l'INSEEC School of Business and Economics
- **Alain Beretz**, chargé d'une mission sur les universités européennes par le Premier ministre, Édouard Philippe
- **Dorothee Berthomieu**, présidente du conseil scientifique du CNRS
- **Jean-Luc Beylat**, président de Nokia Bell Labs France
- **Sophie Cluet**, directrice de la recherche et de la valorisation à Sorbonne Université
- **Jean-Richard Cytermann**, chef de l'Igaenr
- **Marc Drillech**, directeur général, IONIS Education Group
- **Florence Dufour**, directrice générale de l'École de Biologie Industrielle
- **Olivier Faron**, administrateur général du CNAM
- **Patrick Ferran**, vice President-Chief Sales Officer chez NineSigma
- **Alain Fuchs**, président d'Université PSL (Paris Sciences & Lettres)
- **Maria Gravari Barbas**, vice-provost for International Affairs à l'Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne
- **Valérie Gibert**, directrice générale des services, Université de Rouen Normandie, vice-présidente de l'Association des DGS
- **Yves Grandmontagne**, président du Lab RH

- **Seán Hand**, deputy Pro-Vice-Chancellor (Europe) at University of Warwick
- **François Houllier**, président d'Ifremer
- **Eric Labaye**, président de l'École polytechnique
- **Patrick Lévy**, président de l'Université Grenoble Alpes
- **Jean-David Malo**, directeur Open Innovation et Open science à la direction générale recherche et innovation à la Commission européenne
- **Christine Musselin**, sociologue et ancienne directrice scientifique de Sciences Po
- **Eric Papin**, directeur Technique et Qualité Groupe et directeur de l'Innovation et de l'Expertise Technologique, Naval Group
- **Laurence Piketty**, administratrice générale adjointe du CEA
- **Marc Renner**, directeur de l'Insa Strasbourg jusqu'à fin février 2019, président de la Cdefi
- **Madina Rival**, professeur des universités au Cnam, directeur du laboratoire Lirsa
- **Ronan Stephan**, directeur scientifique chez Plastic Omnium
- **Anne-Lucie Wack**, présidente de la Conférence des Grandes Ecoles
- **Anne Zuccarelli**, directrice du département expérience étudiante et opérations à l'EDHEC Business School

TABLES RONDES

- **Ghislain Auclair**, créateur et Chef de projet réseau Fab Lab de l'Unistra
- **Joël Bertrand**, président du conseil scientifique de Naval Group et ancien directeur général délégué à la science du CNRS
- **Aurore Besson**, Catalyseur d'innovation et Chargée de mission Edtech, Grenoble Ecole de management
- **Simone Bonnafous**, IGAENR
- **Bruno Bouchard**, vice-président du Conseil Scientifique en charge de la recherche, Université Paris-Dauphine
- **Antoinette Bouziane**, directrice du service Sapiens USPC
- **Muriel Brunet**, chargée des partenariats privés, Mission d'incubation des projets numériques, Direction du Numérique pour l'Education, Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse
- **Rémy Challe**, directeur général de Edtech France
- **Tawhid Chtioui**, directeur général Afrique, DG d'EM Lyon
- **Valérie Claude-Gaudillat**, directrice, Audencia innovation
- **David Diné**, directeur de la communication, Université de Lorraine
- **Thomas Froehlicher**, directeur général et doyen de Rennes School of Business
- **Thierry Galli**, Neurobiologiste, biochimiste et biologiste cellulaire, Inserm
- **Pascal Guénéé**, directeur de l'Institut Pratique du Journalisme de l'Université Paris-Dauphine
- **Sophie Hue**, co-fondatrice de Labtwo
- **Virginie Irsch**, directrice générale, RimaOne
- **Julie Joly**, directrice du Centre de formation des journalistes
- **Sophie Jullian**, présidente de la Satt Pulsalys
- **Samira Karrach**, directrice Exécutive IDEX et Co-Directrice du programme INVENT@UCA et DEMOLA Côte d'Azur
- **Pierre Le Blainvaux**, président de TechnoFounders
- **Dean Lewis**, vice-président Ressources humaines, Université de Bordeaux
- **Christelle Lison**, professeure (enseignante-chercheuse) à l'Université de Sherbrooke
- **Bernard Lledos**, directeur développement startups du Groupe Air Liquide
- **Sigrid Mirabaud**, responsable du laboratoire à l'Institut national du patrimoine (projets de l'EUR Humanités, Création, Patrimoine)
- **Simon Oliveau**, customer success manager, Klaxoon
- **Isabelle Olivier**, vice-présidente numérique et innovation pédagogique, Communauté Université Grenoble Alpes
- **Nicolas Pejout**, directeur général des services, Université Paris-Dauphine
- **Hugues Ponchaut**, adjoint au Directeur de l'AMUE et directeur du département stratégie et programmation SI
- **Isabelle Ryl**, porteur du projet 3IA Prairie, INRIA
- **David Sadek**, vice-président recherche, technologie et innovation chez Thalès
- **Christophe Shaw**, directeur recherche et développement chez Microsoft
- **Jennifer Stephenson**, responsable service communication, Toulouse School of Economics
- **Christophe Turbout**, directeur du système d'information, Université Caen Normandie
- **Agnès Van Zanten**, sociologue, directrice de recherche CNRS à l'OSC (Observatoire sociologique du changement) et co-directrice de l'axe « Politiques éducatives »
- **Emmanuelle Vivier**, DSI de l'Université Picardie Jules Verne et membre du conseil d'administration du CSIESR

news tank

higher ed & research

Décider en toute connaissance

5 RAISONS DE S'ABONNER À NEWS TANK HIGHER ED & RESEARCH

- **UNE ERGONOMIE DYNAMIQUE ET MODERNE :** ACCESSIBLE SUR TABLETTES ET MOBILES
- **UN FLUX :** ACTUALITÉS PRODUITES ET DIFFUSÉES EN TEMPS RÉEL
- **UN RÉSERVOIR :** DATA, DOSSIERS, ENQUÊTES, ARCHIVES
- **UN ESPACE DE RÉFLEXION :** TRIBUNES, DÉBATS, ANALYSES
- **DES OUTILS DE COLLABORATION :** ANNUAIRE DES ORGANISATIONS ET ANNUAIRE DES MEMBRES, OUTIL DE REDIFFUSION DES ARTICLES

5 DOMAINES D'INFORMATION COUVERTS

- FORMATION • ÉTABLISSEMENTS • POLITIQUE & GOUVERNANCE
- RECHERCHE • TRANSFERT & INNOVATION

Pour en savoir plus et obtenir un accès découverte, contactez :

- > Gilbert Azoulay - gilbert.azoulay@newstank.com
- > Thierry de Teneuille - thierry.deteneuille@newstank.com
- > Ismail Chakly - ismail.chakly@newstank.com